

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES

Bureau de l'Environnement
et des Procédures Publiques

**ARRÊTÉ du 23 FEV. 2010 portant prescriptions
Titre I^{er} du Livre V du Code de l'Environnement**

**PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT, MISE A JOUR DES PRESCRIPTIONS ASSOCIEES A L'AUTORISATION
D'EXPLOITER LA RAFFINERIE DE PETROLE DE REICHSTETT ET VENDENHEIM**

LE PREFET DE LA REGION ALSACE

LE PRÉFET DU BAS-RHIN

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V ;
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008 portant approbation du plan de protection de l'atmosphère de l'agglomération strasbourgeoise ou PPA ;
- VU** les actes administratifs délivrés pour l'exploitation de la raffinerie de pétrole de Reichstett par la Compagnie Rhénane de Raffinage : en particulier l'autorisation d'exploiter initiale du 7 juillet 1959, l'autorisation d'extension du 22 décembre 1980 (craquage catalytique en lit fluidisé), l'autorisation du 29 novembre 2001 (installation de cogénération, codification des prescriptions) complétée le 28 octobre 2004,
- VU** l'arrêté préfectoral du 28 Mars 2008 autorisant la société Petroplus Raffinage Reichstett à reprendre l'exploitation des installations de raffinage de pétrole brut précédemment exploitées à Reichstett et Vendenheim par la Compagnie Rhénane de raffinage,
- VU** le bilan de fonctionnement en date du mois de septembre 2007 approuvé par la Compagnie Rhénane de Raffinage (précédent exploitant du site jusqu'au 1er avril 2008) le 9 août 2007 et déposé le 6 septembre 2007,
- VU** les observations du 14 mars 2008 de l'inspection des installations classées concernant le bilan de fonctionnement susvisé, adressées à la Compagnie Rhénane de Raffinage,
- VU** les compléments apportés le 11 juillet 2008 et le 15 septembre 2009 par la société Petroplus Raffinage Reichstett aux observations du 14 mars 2008 susvisées de l'inspection des installations classées,
- VU** les compléments apportés le 15 juin 2009 par la société Petroplus Raffinage Reichstett et sa demande du même jour de voir portée au 1er janvier 2012 l'échéance du respect des valeurs limites de rejet prescrites, pour le raffinage de pétrole, par l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998,
- VU** les compléments techniques et économiques confidentiels apportés au bilan de fonctionnement le 15 septembre 2009 par la société Petroplus Raffinage Reichstett,
- VU** le rapport du 8 décembre 2009 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 6 janvier 2010, et en particulier sa demande de voir inchangée les échéances proposées à l'article 9.2.1.2 concernant les mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'activité de raffinage de pétrole génère des émissions importantes de polluants dans l'environnement et qu'il convient de réduire ces émissions en référence aux particularités locales de l'environnement et en référence aux performances permises par les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables,

CONSIDÉRANT que les propositions de réduction des émissions atmosphériques de la raffinerie dans le bilan de fonctionnement susvisé complété visent essentiellement à atteindre le respect des valeurs réglementaires françaises telles qu'elles son inscrites à l'arrêté ministériel susvisé du 2 février 1998,

CONSIDÉRANT que le respect de ces valeurs réglementaires ou de valeurs inférieures proches ne permet pas, pour tous les paramètres atmosphériques, particulièrement le dioxyde de soufre, d'atteindre les valeurs en flux spécifique mentionnées au document « BREF » relatif au raffinage du pétrole, quand bien même permettent-elles de sensibles réductions en particulier suivant les paramètres oxydes de soufre et oxydes d'azote (réductions conformes aux mesures réglementaires prévues par le PPA approuvé le 20 octobre 2008),

CONSIDÉRANT qu'il convient en conséquence que soient étudiées les solutions permettant une seconde étape de réduction des émissions à l'horizon du prochain grand arrêt de la raffinerie, en 2016,

CONSIDÉRANT que d'ici à cette seconde étape de réduction des émissions, il convient d'accroître la connaissance de celles-ci par le biais de la surveillance et de contrôles spécifiques à l'émission et dans l'environnement,

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas -Rhin ;

ARRÊTE

TITRE 1. PORTEE DE L'ACTE ET CONDITIONS GENERALES

CHAPITRE 1.1. BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'ACTE

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT

Les prescriptions du présent arrêté visent les installations, listées à l'article 1.2.1 ci après, de la raffinerie de pétrole localisée sur les territoires des communes de Reichstett et Vendenheim, exploitées par la société Petroplus Raffinage Reichstett SAS dont le siège social est situé CD37, 67116 REICHSTETT représentée par son président M.Claude Philipponneau.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLEMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTERIEURS

Les prescriptions des arrêtés antérieurs au présent arrêté sont abrogées à l'exception des suivantes :

- prescription autorisant le changement d'exploitant de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2008 (toutes les autres prescriptions de cet arrêté, à l'exception de celle autorisant le changement d'exploitant, sont abrogées)
- prescriptions des articles 13 à 16 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001
- prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 avril 2005
- prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 février 2006.
- prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2007
- prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 août 2004 (mise en œuvre de mesures d'urgence temporaires par l'exploitant en cas d'épisode de pollution par l'ozone O₃),
- prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 avril 2005 relatif à la gestion des émissions et à l'information des populations en cas d'épisode de pollution atmosphérique par le dioxyde de soufre

ARTICLE 1.1.3. INSTALLATIONS NON-VISEES PAR LA NOMENCLATURE OU SOUMISES A DECLARATION

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNEES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSEES

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
1172-1°	AS	Dangereuses pour l'environnement -A- très toxiques pour les organismes aquatiques (stockage et emploi de substances) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 tonnes.	Additifs autres que ceux figurant à la rubrique 1433 Aa (530 m ³)	450 t
1175-2°	D	Organohalogénés (emploi de liquides) pour la mise en solution, l'extraction, etc., la quantité de liquide organohalogéné susceptible d'être présente étant supérieure à 1500 l	Perchloréthylène (reformage catalytique)	400 l
1185-2b	D	Chlorofluorocarbures, halons et autres carbures et hydrocarbures halogénés 2. Composants et appareils clos en exploitation, dépôts de produits neufs ou régénérés, à l'exception des appareils de compression et de réfrigération visés par la rubrique 2920 La quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) supérieure à 200 kg dans les installations d'extinction	Hexafluoropropane (FE36) système d'extinction incendie : 18 bouteilles de 100 l	
1410-2	A	Gaz inflammables (fabrication industrielle de) par distillation, pyrogénisation, etc..., désulfuration de gaz inflammables à l'exclusion de la production de méthane par traitement des effluents urbains ou des déchets et des gaz visés explicitement par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 200 tonnes.	Unités U400, U5200, U5400	50 t

1412-1°	AS	Gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoirs manufacturés de). Les gaz sont maintenus liquéfiés à une température telle que la pression absolue de vapeur correspondante n'excède pas 1,5 bar ou sous pression quelle que soit la température. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 tonnes.	GPL : 12 100 m ³ GPL incorrect : 600 m ³	6700 t
1416-2°	A	Hydrogène (emploi de l'). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 50 tonnes.	Unités 200, 300, 500 (reformage catalytique, hydrodésulfuration, hydrotraitement)	2 t
1431	A	Liquides inflammables (fabrication industrielle de, dont traitement du pétrole et de ses dérivés, désulfuration).	Raffinerie de pétrole	4 Mt/an
1432-1a 1432-1c 1432-1d	AS	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de). Lorsque la quantité stockée de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 susceptibles d'être présente est : a) supérieure à 50 t pour la catégorie A c) supérieure à 10000 t pour la catégorie B, notamment les essences y compris les naphthes et kérosènes, dont le point éclair est inférieur à 55°C (carburants d'aviation compris) d) supérieure à 25000 t pour la catégorie C, y compris les gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles) et les kérosènes dont le point éclair est supérieur ou égal à 55°C	Pétrole brut Produits finis et intermédiaires	198 000 t 836 800 t
1432-2-b	D	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables de catégories C et D représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m ³ , mais inférieure ou égale à 100 m ³	Stockage d'huiles usagées	200 t
1433-B-a	A	Liquides inflammables (installations de mélange ou d'emploi de) : B Autres installations. Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 10 tonnes.	Installation d'additivation	250 t

1434-1°-a	A	Liquides inflammables (installation de remplissage ou de distribution). Installations de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) étant supérieur ou égal à 20 m ³ /h.	Gare routière (1,6 Mt/an)	9 pompes de chargement à 110 m ³ /h (débit physique)
1520-1°	A	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses (dépôts de) La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 tonnes.	Bitume	29 500 t
1523-A 1523-C-2a	A	Fabrication industrielle, transformation et distillation de soufre, la quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 2,5 t Emploi et stockage de soufre sous forme liquide dont la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation est supérieure ou égale à 500 tonnes	Fabrication et stockage (unités closes et installations connexes)	860 t
1630-B-1	A	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 250 tonnes.	Stockage et emploi (raffinage des gaz)	410 t
167-c	A	Déchets industriels provenant d'installations classées (installations d'élimination, à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères et des installations visées à la rubrique 1735) : c) Traitement ou incinération	Recyclage en production d'huiles usées	200 t/an

1715-1°	A	Substances radioactives (préparation, fabrication, transformation, conditionnement, utilisation, dépôt, entreposage ou stockage de) sous forme de sources radioactives, scellées ou non scellées à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 1735, des installations nucléaires de base mentionnées à l'article 28 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire et des installations nucléaires de base secrètes telles que définies par l'article 6 du décret n° 2001-592 du 5 juillet 2001. 1. La valeur de Q est égale ou supérieure à 10^4	Densimétrie, sulfurimétrie, niveaux. Sources de Cs 137, Am 241, Cm 244	$3,035 \cdot 10^6$
2910-B	A	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4 : B. Lorsque les produits consommés seuls ou en mélange sont différents de ceux visés en A et si la puissance thermique maximale est supérieure à 0,1 MW.	Fours et chaudières, régénérateurs des catalyseurs, turbine à gaz, moteurs à combustion interne, incinérateurs des unités Claus. Les trois torches ne sont pas comptabilisées. Cf. détails à l'art 3.2.2	374 MW
2915-1°-a	A	Chauffage (procédé de) utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est égale ou supérieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25°C) est supérieure à 1 000 litres.	Huile utilisée comme fluide caloporteur (quantité totale présente dans l'unité 2200)	55 m^3
2920-1-a 2920-2-a	A	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10^5 Pa 1. Comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant a) supérieure à 300 kW. 2. Dans tous les autres cas a) supérieure à 500 kW.	Compresseurs process alimentés au gaz de raffinerie ou au gaz riche en hydrogène sulfuré Compression d'air Réfrigération au HCFC (cryogénie, 6020 kg de R22)	9311 kW 5390 kW 700 kW
2921-1a	A	Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air 1. lorsque l'installation n'est pas du type « circuit primaire fermé », a) la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 2000 kW	Circuit associé à la tour aéroréfrigérante du site et desservant l'unité de cryogénie	40 000 kW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées

L'établissement est classé « AS » au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

ARTICLE 1.2.2. SITUATION DE L'ETABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur les communes et lieux-dits suivants :

Communes	Lieux-dits
Reichstett	Schelmengrube Waldstuecke Schneppenacker Lus Nordfeld Die maettle Kraufstueck Ried Rott Neumatt Ried
Vendenheim	Lampertheimer Ried Mundolsheimer Ried Auf dem Mundolsheimer Ried Weidgang Bachteile Grabenteile Mattenteile auf der grossen Seite Mattenteile auf der kleinen Seite
Hoerdt	Feld

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur un plan de situation de l'établissement tenu à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 1.2.3. AUTRES LIMITES DE L'AUTORISATION

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation est de l'ordre de 200 ha environ.

ARTICLE 1.2.4. CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISEES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé suivant le schéma de fonctionnement de la raffinerie joint au présent arrêté.

Il comprend les procédés suivants

PROCEDE	CAPACITE MAXIMALE EN t/j
Distillation atmosphérique U100	11 500
Distillation sous vide U5600	5 500
Craquage catalytique à lit fluidisé ou FCC U5000/5100/5200	2 400
Craquage thermique (viscoréduction) U700/750	3 300
Reformage catalytique U300	2 000
Hydrodésulfuration des gazoles U500	3 400
Hydrotraitement des essences U200	3 200
Production et raffinage de GPL U400/800/5440/5470	730
Raffinage des gaz aux amines	610
Unité cryogénique (récupération des GPL) U5700	345
Unité soufre (soufre liquide) U950/970	108
Raffinage par extraction Merox du FCC U5540/5570	350
Raffinage non extractif des essences lourdes et légères du FCC U5500/5530	1000

(La raffinerie est autorisée à traiter annuellement 4 millions de tonnes de pétrole brut au maximum. Les capacités indiquées dans le tableau ci dessus par unité sont des valeurs indicatives.)

Note : les conduits de cheminée sont identifiés U100, U700 et U2200 sans que cette dénomination les rattache exclusivement aux unités portant les mêmes dénominations dans le tableau ci dessus. On se référera à l'article 3.2.2 « conduits et installations raccordées ».

CHAPITRE 1.3. CONFORMITE AUX DOSSIERS DE DEMANDE D'AUTORISATION

ARTICLE 1.3.1. CONFORMITE AUX DOSSIERS DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. DUREE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.4.1. DUREE DE L'AUTORISATION

L'autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (R.512-38 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.5. PERIMETRE D'ELOIGNEMENT

ARTICLE 1.5.1. IMPLANTATION ET ISOLEMENT DU SITE

L'exploitation des installations est compatible avec les autres activités et occupations du sol environnantes.

Toute modification apportée par l'exploitant au voisinage des installations de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.6. GARANTIES FINANCIERES

ARTICLE 1.6.1. OBJET DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les installations suivantes :

- Installations de stockage de liquides inflammables de catégories A, B et C présentes sur le site en quantité supérieure respectivement à 50 tonnes, 10 000 tonnes et 25 000 tonnes,
- Installations de stockage de gaz inflammables liquéfiés présentes en quantité supérieure à 200 tonnes,
- Installations de stockage et d'emploi de substances et préparations dangereuses pour l'environnement (A), très toxiques pour les organismes aquatiques, présentes en quantité supérieure à 200 tonnes.

ARTICLE 1.6.2. MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Article 1.6.2.1. Cas des installations figurant sur la liste prévue à l'article L.515-8 du code de l'environnement

Le montant total des garanties à constituer est de 2 916 000 euros (deux millions neuf cent seize mille euros).

Ce montant est destiné à assurer, en cas de défaillance de l'exploitant :

- la surveillance et le maintien en sécurité de l'installation en cas d'événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement,
- les interventions en cas d'accident ou de pollution.

ARTICLE 1.6.3. ETABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 modifié ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 1.6.4. RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIERES

Les garanties financières sont constituées pour une durée de 5 ans après laquelle elles seront renouvelées.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévus par l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996.

ARTICLE 1.6.5. ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIERES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

ARTICLE 1.6.6. REVISION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies à l'article 1.7.1 du présent arrêté.

ARTICLE 1.6.7. ABSENCE DE GARANTIES FINANCIERES

Outre les sanctions rappelées à l'article L.516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514-1 de ce code. Conformément à l'article L.514-3 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

ARTICLE 1.6.8. APPEL DES GARANTIES FINANCIERES

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières,
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

ARTICLE 1.6.9. LEVEE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIERES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-74 à R.514-80 du code de l'environnement par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R.516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.7. MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITE

Article 1.7.1. INFORMATION

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article R.512-33 du code de l'environnement).

ARTICLE 1.7.2. MISE A JOUR DU DOSSIER

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet.

Il pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation.

Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.7.3. EQUIPEMENTS ABANDONNES

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

ARTICLE 1.7.4. TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration (R.512-33 du code de l'environnement).

ARTICLE 1.7.5. CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Article 1.7.5.1. *Cas général (...)*

Article 1.7.5.2. *Cas soumis à autorisation*

Pour les installations figurant sur la liste prévue à l'article L.515-8 du code de l'environnement la demande d'autorisation de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières.

ARTICLE 1.7.6. CESSATION D'ACTIVITE

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement pour l'application des articles R.512-75 à R.512-79, lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'article R.512-75 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.8. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

ARTICLE 1.8.1. DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative (L.514-6 du code de l'environnement).

CHAPITRE 1.9. ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

ARTICLE 1.9.1. ARRETES, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- Arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

CHAPITRE 1.10. RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

ARTICLE 1.10.1. RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET REGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression...

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

CHAPITRE 1.11. MESURES COMPENSATOIRES (...)

TITRE 2. GESTION DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1. OBJECTIFS GENERAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau en maintenant toutefois un débit de pompage de l'eau souterraine permettant d'assurer le confinement hydraulique du site, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

ARTICLE 2.1.2. CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 2.2. RESERVES DE PRODUIT OU MATIERES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1. RESERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, additifs de NOx...

CHAPITRE 2.3. INTEGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1. PROPRETE et ESTHETIQUE

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

CHAPITRE 2.4. DANGERS OU NUISANCES NON PREVENUS

ARTICLE 2.4.1. DANGERS OU NUISANCES NON PREVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.5. INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1. DECLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme (R.512-69 du code de l'environnement).

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.6. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1. RECAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- les divers dossiers de demande d'autorisation, y compris le dossier initial,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces divers documents doivent être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3. PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

CHAPITRE 3.1. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. DISPOSITIONS GENERALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, la nature et la quantité des produits brûlés est indiquée.

ARTICLE 3.1.2. POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne doivent être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 3.1.3. ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

Article 3.1.3.1. Débit d'odeurs

Le débit d'odeur des gaz émis à l'atmosphère par l'ensemble des sources odorantes canalisées, canalissables et diffuses est limité à 18.10^9 unités odeurs/h au seuil de dilution.

ARTICLE 3.1.4. VOIES DE CIRCULATION

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

ARTICLE 3.1.5.**ARTICLE 3.1.6. EMISSIONS DIFFUSES ET ENVOLS DE POUSSIÈRES**

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

ARTICLE 3.1.7. DISPOSITIONS SPECIFIQUES A CERTAINES ZONES

Dans certaines zones (Zone de Protection Spéciale et Plans de protection de l'atmosphère de la CUS), les dispositions peuvent être complétées par des mesures d'interdiction de l'usage de certains combustibles, de ralentissement ou d'arrêt de fonctionnement de certains appareils ou équipements.

CHAPITRE 3.2. CONDITIONS DE REJET**ARTICLE 3.2.1. DISPOSITIONS GENERALES**

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite, sauf lorsqu'elle est nécessaire pour refroidir les effluents en vue de leur traitement avant rejet (protection des filtres à manches...).

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

N° de Conduit	Installations raccordées	Puissance (MWth) ou autres mentions	Combustible	Autres caractéristiques
U100	F305	18	Liquide	Chaudière (secours)
	F306	18	Liquide	Chaudière (secours)
	F101A	32,8	Gaz ou liquide	Four (distillation atmosphérique)
	F101B	14	Gaz ou liquide	Four (distillation atmosphérique)
	F201	5,85	Gaz ou liquide	Four (hydrotraitement)
	F301	12,11	Gaz ou liquide	Four (reformage catalytique)
	F302A	8,5	Gaz ou liquide	Four (reformage catalytique)
	F302B	7,25	Gaz ou liquide	Four (reformage catalytique)
	F303	5,1	Gaz ou liquide	Four (reformage catalytique)
	F304	7,6	Gaz ou liquide	Four (reformage catalytique)
	F501	5,56	Gaz ou liquide	Four (hydrodésulfuration)

N° de Conduit	Installations raccordées	Puissance (MWth) ou autres mentions	Combustible	Autres caractéristiques
U700	F2001	4	Liquide	Four à huile
	F2002	3,5	Gaz	Four à huile
	F2003	2,35	Gaz	Four à huile
	F701A	5,25	Gaz ou liquide, coke occasionnel	Four (viscoréduction)
	F701B	4,5	Gaz ou liquide, coke occasionnel	Four (viscoréduction)
	F701C	4,5	Gaz ou liquide, coke occasionnel	Four (viscoréduction)
	F702A	5,3	Gaz ou liquide, coke occasionnel	Four (craquage thermique)
	F702B	5,3	Gaz ou liquide, coke occasionnel	Four (craquage thermique)
	F702C	3,25	Gaz ou liquide, coke occasionnel	Four (craquage thermique)
	F702D	3,25	Gaz ou liquide, coke occasionnel	Four (craquage thermique)
	F951	0,5	Gaz	Four (unité claus)
	F952	0,34	Gaz	Four (unité claus)
	F953	0,34	Gaz	Four (unité claus)
	F971	0,70	Gaz	Four (unité claus)
	F972	0,40	Gaz	Four (unité claus)
	F973	0,40	Gaz	Four (unité claus)
	F954	1	Gaz	Incinerateur (unité claus)
	F974	1	Gaz	Incinerateur (unité claus)
U2200	F2201	62	Gaz ou liquide	Chaudière
	F2202	46,6	Gaz	Chaudière
	F5601	24,03	Gaz ou liquide, coke occasionnel	Four (distillation sous vide)
	F5001	6	Gaz	Four (craquage catalytique « FCC »)
	R5002	100t/j de coke soit	Coke	Régénération du catalyseur du FCC
	TG2231	37 MWth 24	Gaz	Turbine à Gaz « TAG »
Moteurs à combustion interne	G2101 G2102	0,035 0,028	Liquide	Echappements individuels
	G2103 G2161	0,06 0,098		
	G2162 K3802	0,098 0,25		
	Berliet mobil	0,063		
	P2461B	0,265		
	P2551 P2552	0,291 0,291		
	P7502 P7503	0,1342 0,0082 soit au total 1,62 MWth		
Magasin		0.57	Liquide (fod)	Chaudière du magasin
Expédition		0,33	Liquide (fod)	Chaudière de l'expédition
Sécurité		0,33	Liquide (fod)	Chaudière du local sécurité
Torche GPL		3 t/an de GPL		
Torche sèchesphères			gaz	Exutoire des soupapes de sécurité de la zone des sphères
Torches	A3661		Gaz	Les deux conduits sont dans le même fût
	A3662		H ₂ S	
Reformeur	R301		Coke	Régénération du catalyseur
	R302	5 t/an de coke		
	R303			
VRU	Unité de récupération de vapeurs à la gare routière		Vapeurs d'hydrocarbure (COV)	

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GENERALES DE REJET

	Hauteur minimale en m	Débit maximal journalier (24 h) en Nm ³ /j	Vitesse minimum d'éjection en m/s
Conduit U100	80	4 500 000	14
Conduit U 700	80	2 000 000	14
Conduit U 2200	80	6 000 000	14

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

ARTICLE 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration. Les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo-pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur de 3% en O₂.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite

Oxydes de soufres en sortie des unités de récupération de soufre (*)	Poussières en sortie du FCC (**)
À compter du 30 juin 2011 :	Immédiatement : 50 mg/m ³
Lors du raffinage de pétroles à basse teneur en soufre : concentration correspondant à un rendement des unités de 98,7 %	
Lors du raffinage de pétroles à haute teneur en soufre : concentration correspondant à un rendement des unités de 99,4 %	

(*) après le dernier traitement des gaz de queue, en amont immédiat de la cheminée U700

(**) après le dernier traitement des gaz, en amont immédiat de la cheminée U2200

ARTICLE 3.2.5. VALEURS LIMITES DES REJETS ATMOSPHERIQUES, EN FLUX

Les méthodes de calcul des flux prescrits au présent article font l'objet d'une expertise par un organisme extérieur indépendant de l'exploitant à la compétence reconnue en la matière (cf art 9.2.1.1.3).

Oxydes de soufre en SO₂ (valeurs opposables au 30 juin 2011)

Flux journalier correspondant à une concentration moyenne journalière de 1000 mg/m³

Flux annuel correspondant à une concentration moyenne annuelle de 800 mg/m³

Flux spécifique annuel en tonnes de polluant par million de tonnes de brut traité 410 t/Mt

Oxydes d'azote en NO₂ (valeurs opposables au 30 juin 2011)

Flux journalier correspondant à une concentration moyenne journalière de 350 mg/m³

Flux annuel correspondant une concentration moyenne annuelle de 300 mg/m³

Flux spécifique annuel en tonnes de polluant par million de tonnes de brut traité 155 t/Mt

Poussières totales (valeur opposable au 30 juin 2011)

Flux journalier correspondant à une concentration moyenne journalière de 50 mg/m³
Flux spécifique annuel en tonnes de polluant par million de tonnes de brut traité 30 t/Mt

COV totaux canalisés et diffus (valeur opposable au 30 juin 2011)

450 t/an. Les bassins d'orage sont couverts d'ici la fin du mois de mars 2010.

TITRE 4. PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1. PRELEVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (m ³)	Débit maximal (m ³)	
				Horaire	Journalier
Nappe phréatique rhénane d'Alsace		2001	17 000 000	4000	55000

Le débit de pompage est maintenu pour assurer le rabattement de nappe permettant le confinement hydraulique de la raffinerie. Il est réparti sur trois puits identifiés «est» (de l'ordre de 1000 m³/h en moyenne annuelle), «sud» (de l'ordre de 800 m³/h en moyenne annuelle) et «ouest» (de l'ordre de 120 m³/h en moyenne annuelle).

L'ordre de répartition des eaux pompées est de : 80 % pour le refroidissement, 20% pour le procédé.

Le réseau public est sollicité uniquement pour l'approvisionnement en eau sanitaire et potable.

ARTICLE 4.1.2. (...)

ARTICLE 4.1.3. PROTECTION DES RESEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRELEVEMENT

Article 4.1.3.1. Réalisation de forages en nappe

Lors de la réalisation d'un forage en nappe (surveillance ou prélèvement d'eau), toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.

L'exploitant surveille et entretient par la suite les forages, de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis à vis de tout risque d'introduction de pollution par l'intermédiaire des ouvrages.

En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines.

Article 4.1.3.2. Prélèvement d'eau en nappe

Les installations sont munies d'un dispositif de mesures totalisateur de type volumétrique. Les volumes prélevés mensuellement et annuellement ainsi que le relevé de l'index à la fin de chaque année civile sont indiqués sur un registre tenu à disposition des services de contrôle.

Les prélèvements d'eau en nappe par forage dont l'usage est destiné directement ou indirectement à la consommation humaine en eau font l'objet, avant leur mise en service, d'une autorisation au titre du code de la santé publique (article R.1321 et suivants). La configuration du point de prélèvement est conforme à la réglementation y afférente. En particulier, sauf dispositions spécifiques satisfaisantes, l'ouvrage de prélèvement ne devra pas être implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage...). Des mesures particulières devront être prises en phase chantier pour éviter le ruissellement d'eaux souillées ou de carburant vers le milieu naturel. Après le chantier, une surface de 5 m x 5 m sera neutralisée de toutes activités ou stockages, et exempte de toute source de pollution.

Article 4.1.3.3. Réseau d'alimentation en eau potable

Toute communication entre le réseau d'adduction d'eau publique ou privée et une ressource d'eau non potable est interdite. Cette interdiction peut être levée à titre dérogatoire lorsqu'un dispositif de protection du réseau d'adduction publique ou privée contre un éventuel retour d'eau a été mis en place.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

CHAPITRE 4.2. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1. DISPOSITIONS GENERALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme à ses dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2. PLAN DES RESEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)
- les secteurs collectés et les réseaux associés
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

ARTICLE 4.2.3. ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4. PROTECTION DES RESEAUX INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel. (Néanmoins, le collecteur entre le déshuileur final et le Rhin achemine aussi les effluents d'Alsace Lait).

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.3. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'EPURATION ET LEURS CARACTERISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1. IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant distingue les différentes catégories d'effluents suivants :

1. Les eaux de procédé. Elles correspondent aux eaux ayant eu un contact direct avec les produits pétroliers dans les procédés. Ces eaux sont traitées dans la station d'épuration du site qui comprend un étage biologique. Elles rejoignent le Rhin par l'intermédiaire d'un collecteur commun à d'autres industriels.
2. Les eaux accidentellement huileuses. Elles correspondent aux eaux : de purge des bacs, de refroidissement des pompes, recueillies sur le dallage des unités, de purge des unités sans composants biodégradables, pluviales. Ces eaux subissent un traitement physico-chimique commun avec les eaux de procédé avant rejet. Elles rejoignent le Rhin par l'intermédiaire d'un collecteur commun à d'autres industriels.
3. Les eaux de réfrigération des unités. Les eaux de réfrigération n'ont aucun contact avec les produits. Avec les eaux de purge des circuits de refroidissement (rubrique 2921), elles rejoignent le Rhin par l'intermédiaire d'un collecteur commun à d'autres industriels.
4. les eaux de réfrigération de la turbine à vapeur. Elles n'ont aucun contact avec les produits. Elles rejoignent le ruisseau Landgraben.
5. les eaux domestiques. Elles rejoignent le ruisseau Waldgraben à la sortie des fosses septiques spécifiques.

(voir schéma de synthèse en annexe n° 1)

ARTICLE 4.3.2. COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3. GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4. ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

ARTICLE 4.3.5. LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Article 4.3.5.1. Rejets externes

Les réseaux de collecte des effluents et eaux de refroidissement générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur	Numérotation ou appellation du point
Coordonnées PK	301,434
Nature des effluents	Eaux de procédé, eaux huileuses, eaux de refroidissement
Débit maximal journalier (m ³ /j)	60 000
Exutoire du rejet	Collecteur commun avec Alsace Lait
Traitement avant rejet	Voir plus loin
Milieu naturel récepteur	Rhin
Conditions de raccordement	Émissaire d'une dizaine de kilomètres reliant l'usine au Rhin

Point de rejet vers le milieu récepteur	Numérotation ou appellation du point
Coordonnées lambert	X : 1000470 Y : 2421070
Nature des effluents	Eaux de procédé, eaux huileuses, eaux de refroidissement
Débit maximal journalier (m ³ /j)	5000
Traitement avant rejet	Voir plus loin
Milieu naturel récepteur	Landgraben
Conditions de raccordement	Canalisation rejoignant le Landgraben au nord est du site

Article 4.3.5.2. Rejets internes (...)

ARTICLE 4.3.6. CONCEPTION, AMENAGEMENT ET EQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci,
- ne pas gêner la navigation.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Article 4.3.6.2. Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...) permettant de caractériser l'effluent avant tout mélange avec d'autres eaux.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Article 4.3.6.3. Equipements

Les systèmes permettant le prélèvement continu (hors regard R8 ter1) sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

ARTICLE 4.3.7. CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : < 30°C
- PH : compris entre 5,5 et 8,5

ARTICLE 4.3.8. GESTION DES EAUX POLLUEES ET DES EAUX RESIDUAIRES INTERNES A L'ETABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

Article 4.3.8.1. Collecte des eaux pluviales

Un réseau de collecte des eaux pluviales est aménagé et raccordé à deux bassins (respectivement 1000 et 2000 m³) de confinement capable(s) de recueillir le premier flot des eaux pluviales. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié.

ARTICLE 4.3.9. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX RESIDUAIRES APRES EPURATION

Article 4.3.9.1. Rejets dans le milieu naturel

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Le schéma explicatif de l'orientation des divers flux et des points de contrôle est joint en annexe n°1.

AU POINT R8TER (EAUX ACCIDENTELLEMENT HUILEUSES ET DE PROCEDE, TRAITEES, AVANT MELANGE AVEC D'AUTRES EAUX)

Elles correspondent aux eaux ayant eu un contact direct avec les produits pétroliers dans les procédés. Ces eaux sont traitées dans la station d'épuration du site qui comprend un étage biologique.

Les valeurs en concentration sont des moyennes mensuelles, les valeurs en flux spécifiques sont données en moyenne annuelle.

Paramètre	Concentration maximale journalière (mg/l)	Flux en grammes par tonne de brut raffiné (g/t) moyenne mensuelle	Flux en grammes par tonne de brut raffiné (g/t) moyenne annuelle
Phénols	0,2	0,15	0,10
HCT	3	1,5	1,5
DBO (5)	30	15	11
DCO	80	50	40
Ntot	30	15	12
MEST	25	15	12,5
METOX (*)	0,2	-	-

(*)art R.213-48-3 du code de l'environnement

Débit maximal instantané 450 m³/h

MELANGE DES EAUX (PROCEDE, ACCIDENTELLEMENT HUILEUSES, REFROIDISSEMENT ORIENTEES VERS LE RHIN) A LA SORTIE DU DESHUIEUR FINAL

pH : compris entre 5,5 et 8,5

Température : inférieure à 30 °C

Débit journalier : inférieur à 45 500 m³/j

ARTICLE 4.3.10. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DOMESTIQUES

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Elles rejoignent le ruisseau Waldgraben à la sortie des fosses septiques spécifiques.

ARTICLE 4.3.11. EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ETRE POLLUEES (...)**ARTICLE 4.3.12. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX EXCLUSIVEMENT PLUVIALES (...)****ARTICLE 4.3.13. ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES REJETS EN CAS DE SECHERESSE (...)****ARTICLE 4.3.14. VALEURS LIMITES D'EMISSION DES EAUX DE REFROIDISSEMENT**

Le refroidissement en circuit ouvert s'effectue à l'aide des eaux pompées pour le confinement hydraulique de la raffinerie (rabattement de nappe). Les eaux de refroidissement, pompées dans la nappe, sont rejetées à une température inférieure à 30 °C au Rhin et au Landgraben (condenseur de la turbine à vapeur).

AU POINT R9 (EAUX DE REFROIDISSEMENT AVANT MELANGE AVEC D'AUTRES EAUX, REJOIGNANT LE RHIN)

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
Hydrocarbures totaux	0,5mg/l en instantané
DBO (5)	30 (une mesure semestrielle)
DCO	10 (une mesure semestrielle)
MEST	15 mg/l sur échantillon moyen hebdomadaire

Les eaux de refroidissement rejoignant le Rhin sont rejetées à un débit de l'ordre de 43200 m³/j. Elles incluent les eaux de purge de l'installation de refroidissement visée à la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées

AVANT REJET AU LANDGRABEN

Les eaux rejoignant le Landgraben sont rejetées à un débit de l'ordre de 5000 m³/j. Elles sont exemptes de pollution liée aux activités de la raffinerie.

EAUX DE PURGE DE L'INSTALLATION DE REFROIDISSEMENT VISEE A LA RUBRIQUE N° 2921 (AVANT TOUT MELANGE AVEC D'AUTRES EAUX)

Les eaux de purge de l'installation de refroidissement visée à la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées doivent présenter, avant mélange avec d'autres effluents les valeurs limites en concentration ci-dessous :

Paramètre	Concentration maximale (mg/l)
DBO (5)	100
DCO	300
MEST	100
AOX	1

Le débit rejeté est de l'ordre de 6 m³/h

TITRE 5. DECHETS**CHAPITRE 5.1. PRINCIPES DE GESTION****ARTICLE 5.1.1. LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DECHETS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

ARTICLE 5.1.2. SEPARATION DES DECHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets dangereux et non dangereux de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les déchets d'emballage dont les détenteurs finaux ne sont pas les ménages, visés aux articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées non recyclées en production doivent être éliminées conformément aux articles R.543-3 à R.543-16 du code de l'environnement ainsi que de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999. Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB. Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-131 à R.543-135 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R.543-196 à R.543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3. CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DE TRANSIT DES DECHETS

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

La quantité de déchets entreposés sur le site est, hors opérations exceptionnelles, de 150 t en moyenne.

ARTICLE 5.1.4. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'EXTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

ARTICLE 5.1.5. DECHETS TRAITES OU ELIMINES A L'INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT

A l'exception des installations spécifiquement autorisées (recyclage des huiles usagées à raison de 200 t/an), toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement (incinération à l'air libre, mise en dépôt à titre définitif...) est interdite.

ARTICLE 5.1.6. TRANSPORT

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles R.541-50 à R.541-61 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7. DECHETS PRODUITS PAR L'ETABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations industrielles sont de l'ordre de :

- déchets non dangereux : 200 t/an
- déchets dangereux : 5000 t/an

TITRE 6. PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 6.1.1. AMENAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

ARTICLE 6.1.2. VEHICULES ET ENGINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3. APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2. NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1. VALEURS LIMITES D'EMERGENCE

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

ARTICLE 6.2.2. NIVEAUX LIMITES DE BRUIT

Article 6.2.2.1. Installations nouvelles

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PERIODES	PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	65 dB(A)	55 dB(A)

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée.

CHAPITRE 6.3. VIBRATIONS

ARTICLE 6.3.1. (...)

TITRE 7. PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Les prescriptions suivantes restent applicables :

- Prescriptions des articles 13 à 16 de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2001
- Prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 avril 2005
- Prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 6 février 2006
- Prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 mars 2007

TITRE 8. CONDITIONS PARTICULIERES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT

CHAPITRE 8.1. ETUDE DE REDUCTION DES REJETS

ARTICLE 8.1.1.

L'exploitant effectue une étude technique et économique des voies de réduction supplémentaires de ses émissions dans l'air et dans l'eau en référence aux performances permises par la mise en œuvre sur le site de Reichstett-Vendenheim des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables.

Cette étude identifie parmi les solutions trouvées celles qui pourront être mises en œuvre pour cette réduction au prochain grand arrêt de la raffinerie en 2016. Elle en précise l'efficacité ainsi que le coût (en distinguant l'investissement initial et les coûts de fonctionnement). Les choix de l'exploitant sont justifiés techniquement et économiquement.

L'étude est transmise à l'inspection des installations classées avant le 30 juin 2013.

Le préfet peut demander la tierce expertise de tout ou partie de l'étude aux frais de l'exploitant.

CHAPITRE 8.2. PREVENTION DE LA LEGIONNELLOSE

ARTICLE 8.2.1. REGLEMENTATION APPLICABLE

Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921. En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en *Legionella spec* dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme NF T 90-431.

Les installations de refroidissement par Tour Aéro-Réfrigérantes (TAR) sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2004 relatif aux installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air soumises à autorisation au titre de la rubrique n° 2921.

Il est dérogé dans les conditions ci après à l'obligation d'arrêt annuel pour nettoyage des installations.

ARTICLE 8.2.2. MESURES COMPENSATOIRES A L'IMPOSSIBILITE D'EFFECTUER UN ARRET ANNUEL DE L'INSTALLATION DE REFROIDISSEMENT POUR NETTOYAGE

L'exploitant met en œuvre les mesures listées ci-après aux points 8.2.2.1 à 8.2.2.10.

8.2.2.1. Utilisation de bio dispersant

Un stock de biodispersant est présent en permanence sur le site.

Ce produit est injecté dans le circuit tous les jours durant les mois d'avril à septembre au moins. En fonction des conditions météorologiques, la plage annuelle d'injection quotidienne de biodispersant sera au besoin augmentée. Cette plage ne peut être réduite.

Des examens quotidiens et hebdomadaires du dispositif « biobox » sont réalisés pour juger du développement d'un éventuel biofilm. Une échelle d'interprétation des constats effectués est établie.

8.2.2.2. Chloration du circuit

La chloration du circuit est effectuée à raison de deux injections quotidiennes au moins de produit de traitement. La teneur en chlore résiduel doit être comprise entre 1 et 2 ppm deux heures après l'injection.

Cette teneur est vérifiée à l'aide d'un appareil adapté, entre une heure et demie et deux heures après l'injection.

Les résultats de ce contrôle sont enregistrés.

La plage de pH garantissant l'efficacité maximale du produit de traitement est maintenue à l'aide de pompes doseuses d'acide sulfurique asservies au pH mètre en continu. Ce dernier appareil est étalonné mensuellement.

Tout changement du produit biocide est porté à la connaissance du préfet avec les éléments d'appréciation de l'efficacité du nouveau produit et le descriptif des conditions de sa mise en œuvre.

8.2.2.3. Inhibition de la corrosion et lutte contre l'entartrage

Le dosage des produits mis en œuvre est vérifié quotidiennement.

Les résultats de ce suivi sont enregistrés.

Un contrôle régulier des plaquettes de corrosion est mis en œuvre.

8.2.2.4. Filtration de l'eau d'appoint chlorée

La pression en entrée et en sortie du filtre est contrôlée toutes les huit heures. En fonction des observations réalisées, un nettoyage est effectué en tant que de besoin.

8.2.2.5. Filtration dérivée du circuit de réfrigération

La pression en entrée et en sortie du filtre est contrôlée toutes les huit heures. En fonction des observations réalisées, un nettoyage est effectué en tant que de besoin.

8.2.2.6. Utilisation d'un purge de déconcentration volumétrique.

Un tel dispositif est mis en œuvre et entretenu

8.2.2.7. Nettoyage, vidange et désinfection des échangeurs dans lesquels les vitesses de circulation sont inférieures à 0,5 m/s

Des inspections régulières des trois échangeurs concernés sont effectués. Les constats formalisés des inspections sont associés au paramètres de surveillance enregistrés en salle de contrôle. A partir de l'interprétation de ces données associées, la fréquence de nettoyage des échangeurs concernés est définie.

8.2.2.8. Réalisation de contrôles à plusieurs niveaux

Le suivi effectué quotidiennement ou en continu (suivant les paramètres) par l'exploitant est complété par un suivi hebdomadaires réalisé par le traiteur d'eau.

Un contrôle trimestriel est effectué par un expert en traitement de l'eau qui supervise le travail effectué par l'ensemble des intervenants.

8.2.2.9. Recherche mensuelle des légionelles suivant des méthodes normalisées (NFT 90-431 et toute norme s'y substituant)

La fréquence de recherche normalisée est mensuelle, sans possibilité d'espacer davantage les prélèvements et mesures. L'exploitant se fait transmettre par les laboratoires chargés des mesures les résultats intermédiaires permettant, le cas échéant, une action la plus précoce possible.

Les résultats de cette recherche sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées de la DRIRE.

8.2.2.10. Procédure d'arrêt en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l

Cette procédure est définie avec précision, en référence notamment aux documents de gestion du risque industriel.

CHAPITRE 8.3. SUBSTANCES RADIOACTIVES SOUS FORME DE SOURCES SCELLEES

ARTICLE 8.3.1. AUTORISATION

La Société Petroplus Raffinage Reichstett est autorisée au titre de l'article L. 1333-4 du code de la santé publique pour les activités nucléaires mentionnées ci après (art 8.3.3.).

La présente autorisation ne dispense pas son titulaire de se conformer aux dispositions des autres réglementations applicables et en particulier à celles relatives au transport de matières radioactives et à l'hygiène et sécurité du travail. En matière d'hygiène et de sécurité du travail, sont en particulier concernées, les dispositions relatives :

- à la formation du personnel,
- aux contrôles initiaux et périodiques des sources et des appareils en contenant,
- à l'analyse des postes de travail,
- au zonage radiologique de l'installation,
- aux mesures de surveillance des travailleurs exposés.

ARTICLE 8.3.2. DESIGNATION D'UNE PERSONNE RESPONSABLE

L'exploitant désigne à l'inspection des installations classées, la(ou les) personne physique directement responsable de l'activité (ou des activités) nucléaire(s) qu'il a désigné en application de l'article L. 1333-4 du code de la santé publique.

Tout changement de personne responsable fait l'objet d'une information du Préfet et de l'IRSN.

ARTICLE 8.3.3. UTILISATION DES SOURCES SCELLEES. ACTIVITES UTILISEES ET DETENUES

La présente autorisation porte sur l'utilisation à des fins de mesure de niveau (une source) et de densimétrie (quatre sources) de :

- deux sources scellées de ^{241}Am , radionucléide du groupe 1, 1 source ayant une activité maximale de 20,4 GBq et 1 source ayant une activité maximale de 3700 MBq,
- une source scellée de ^{244}Cm , radionucléide du groupe 1 ayant une activité maximale de 370 MBq,
- deux sources scellées de ^{137}Cs , radionucléide de groupe 3, 1 source ayant une activité maximale de 55,5 GBq et 1 source ayant une activité maximale de 3700 MBq,

ARTICLE 8.3.4. IMPLANTATION DES SOURCES SCELLEES

Les sources visées à l'article précédent sont utilisées dans les ateliers de production et au laboratoire

Les mouvements des sources entre ces locaux font l'objet de consignes ayant pour objet d'en limiter le nombre et de sécuriser les itinéraires retenus.

ARTICLE 8.3.5. EXPLOITATION ET SUIVI DES SOURCES SCELLEES

Les appareils contenant des sources radioactives sont installés et opérés conformément aux instructions du fabricant.

Les appareils contenant des sources radioactives sont maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet d'un entretien approprié et compatible avec les recommandations du fabricant.

Le conditionnement des sources scellées doit être tel que leur étanchéité soit parfaite et leur détérioration impossible dans toutes les conditions normales d'emploi et en cas d'incident exceptionnel prévisible.

Tout appareil présentant une défectuosité est clairement identifié. L'utilisation d'un tel appareil est suspendue jusqu'à ce que la réparation correspondante ait été effectuée et que le bon fonctionnement de l'appareil ait été vérifié.

La défectuosité et sa réparation sont consignées dans un registre présentant :

- les références de l'appareil concerné,
- la date de découverte de la défectuosité,
- une description de la défectuosité,
- une description des réparations effectuées, et l'identification de l'entreprise/organisme qui les a accomplies,
- la date de vérification du bon fonctionnement de l'appareil, et l'identification de l'entreprise/organisme qui l'a réalisée.

ARTICLE 8.3.6. MESURES DE PROTECTION

Les sources sont utilisées et entreposées de telle sorte que le débit de dose externe en tout lieu accessible au public soit maintenu aussi bas que raisonnablement possible et, en tout état de cause, de façon à assurer le respect de la limite de dose efficace annuelle de 1 mSv/an.

En tant que de besoin, des écrans supplémentaires en matériau convenable sont interposés sur le trajet des rayonnements.

ARTICLE 8.3.7. SIGNALISATION DES ZONES. ZONES CONTROLEES

Des panneaux réglementaires de signalisation de radioactivité sont placés d'une façon apparente et appropriée à l'entrée des lieux de travail et de stockage de la (des) source(s). En cas d'existence d'une zone contrôlée délimitée en vertu de l'article R 231.81 du code du travail, la signalisation est celle de cette zone.

ARTICLE 8.3.8. MOUVEMENT, INVENTAIRE PERIODIQUE DES SOURCES SCHELLES

Afin de remplir les obligations imposées par le premier alinéa de l'article R.1333-50 du code de la santé publique et par le second alinéa de l'article R.231-87 du code du travail, l'exploitant met en place un processus systématique et formalisé de suivi des mouvements de sources radioactives qu'il détient, depuis leur acquisition jusqu'à leur cession ou leur élimination ou leur reprise par un fournisseur ou un organisme habilité. Ce processus permet notamment de connaître à tout instant :

- les activités détenues, ceci en vue de démontrer la conformité aux prescriptions dans la présente autorisation,
- la localisation d'une source donnée.

L'inventaire des sources établi au titre du premier alinéa de l'article R.1333-50 du code de la santé publique et du second alinéa de l'article R.231-87 du code du travail, mentionne les références des enregistrements obtenus auprès de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Afin de consolider l'état récapitulatif des radionucléides présents dans l'établissement, l'exploitant effectue périodiquement un inventaire physique des sources. Cette périodicité est au plus annuelle.

Cet inventaire figure dans le plan d'opération interne de l'exploitant (POI) et le plan particulier d'intervention (PPI).

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées un document de synthèse contenant l'inventaire des sources et appareils en contenant détenues, les rapports de contrôle des sources et appareils en contenant prévus à l'alinéa I-4° de l'article R. 231-84 du code du travail, les résultats du contrôle des débits de dose externe et le réexamen de la justification du recours à une technologie nucléaire.

Le contrôle des débits de dose externe à l'extérieur de l'installation et dans les lieux accessibles au public, dans les diverses configurations d'utilisation et de stockage de la(les) source(s), ainsi que de la contamination radioactive de l'appareil est effectué à la mise en service des installations puis au moins deux fois par an. Les résultats de ce contrôle sont consignés sur un registre qui devra être tenu sur place à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Ce contrôle peut être effectué par l'exploitant.

ARTICLE 8.3.9. IDENTIFICATION ET STOCKAGE

Les récipients contenant les sources doivent porter extérieurement, en caractères très lisibles, indélébiles et résistant au feu, la dénomination du produit contenu, son activité exprimée en Becquerels et la date de la mesure de cette activité.

En dehors de leur période d'emploi, les sources scellées sont conservées dans des conditions telles que leur protection contre le vol et l'incendie soit convenablement assurée ; elles sont notamment stockées dans des logements ou coffres appropriés fermés à clef, lui-même situé dans un local dont l'accès est contrôlé, dans les cas où elles ne seraient pas fixées à une structure inamovible.

ARTICLE 8.3.10. DISPOSITIONS EN CAS DE PERTE OU DE VOL

Des dispositions particulières sont prises par l'exploitant pour prévenir le vol la perte ou la détérioration de sources ou d'appareils en contenant.

La perte, le vol de radionucléide ou d'appareil en contenant ainsi que tout accident (événement fortuit risquant d'entraîner un dépassement des limites d'exposition fixées par la réglementation) doivent être signalés impérativement et sans délai au préfet du département où l'évènement s'est produit ainsi qu'à l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), avec copie à l'inspection des installations classées.

Le rapport mentionnera la nature des radioéléments, leur activité, le type et numéro d'identification de la source scellée, le fournisseur, la date et les circonstances détaillées de l'accident.

ARTICLE 8.3.11. RESTITUTION DES SOURCES SCELLEES. RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION

L'exploitant restituera les sources scellées qu'il détient à leurs fournisseurs, en fin d'utilisation ou au plus tard dans un délai de dix ans après la date du premier visa apposé sur le formulaire de fourniture, sauf prolongation en bonne et due forme de l'autorisation d'utilisation obtenue auprès de la préfecture du Bas-Rhin.

ARTICLE 8.3.12. ACQUISITION, CESSION

Pour toute acquisition, cession, importation ou exportation de radionucléide(s), l'exploitant fera établir un formulaire qui sera présenté à l'enregistrement de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) suivant les dispositions des articles R.1333-47 à R.1333-49 du code de la santé publique.

Lors de l'acquisition de sources scellées auprès de fournisseurs, l'exploitant veillera à ce que les conditions de reprise de ces sources (en fin d'utilisation ou lorsqu'elles deviendront périmées) par le fournisseur soient précisées et formalisées dans un document dont un exemplaire est conservé par le titulaire.

TITRE 9. SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

CHAPITRE 9.1. PROGRAMME DE SURVEILLANCE

ARTICLE 9.1.1. PRINCIPE ET OBJECTIFS DU PROGRAMME D'AUTO SURVEILLANCE

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

ARTICLE 9.1.2. MESURES COMPARATIVES ET CONTROLES

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de prélèvement et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère concerné pour les paramètres considérés.

Les contrôles inopinés prévus ci-dessous à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Lorsque la surveillance définie par la suite est réalisée par un organisme extérieur dans les conditions susmentionnées, les mesures comparatives ne sont pas nécessaires.

Un contrôle des émissions portant sur un nombre de paramètres plus important que celui de l'autosurveillance peut être exigé par l'inspection des installations classées à des périodicités définies par la suite.

ARTICLE 9.1.3. CONTROLES INOPINES

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, éventuellement de façon inopinée, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibration.

ARTICLE 9.1.4. FRAIS

Conformément à l'article L.514-8 du code de l'environnement, les frais engendrés par l'ensemble de ce programme de surveillance sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 9.2. MODALITES D'EXERCICE ET CONTENU DE L'AUTO SURVEILLANCE

ARTICLE 9.2.1. AUTO SURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

Article 9.2.1.1. *Auto surveillance des rejets atmosphériques*

9.2.1.1.1 Auto surveillance par la mesure des émissions canalisées ou diffuses

Les mesures des émissions canalisées portent sur les conduits suivants : les trois cheminées, la sortie des unités Claus, la sortie du FCC, aux purges de l'unité de récupération des vapeurs de la gare routière.

Conduits n° U100, U2200, U700

Paramètres	Fréquences
Température	En continu Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Débit	En continu Une fois par an par un organisme extérieur (*)
H ₂ O	En continu Une fois par an par un organisme extérieur (*)
O ₂	En continu Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Poussières totales	En continu Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Oxydes de soufre en SO ₂	En continu Une fois par an par un organisme extérieur (*)
NO _x en équivalent NO ₂	En continu Une fois par an par un organisme extérieur (*)
N ₂ O	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
CO	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
HAP	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
COVNM exprimés en carbone total	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Benzène	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
1,3-butadiène	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Arsenic	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Plomb	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Mercure	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Sélénium	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Nickel	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Vanadium	Une fois par an par un organisme extérieur (*)

(*) l'organisme extérieur est indépendant de l'exploitant et accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le MEEDDAT. Les mesures effectuées par cet organisme le sont suivant les normes en vigueur quant elles existent pour les paramètres considérés. L'exploitant veille à ce que lors de l'intervention de l'organisme extérieur les installations fonctionnent dans des conditions représentatives. Il en est rendu compte dans les rapports de mesure.

Sortie Claus

Paramètres	Fréquences
Température	En continu Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Débit	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
H ₂ O	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
O ₂	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
Oxydes de soufre en SO ₂	En continu Une fois par an par un organisme extérieur (*)
COS	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
CS ₂	Une fois par an par un organisme extérieur (*)
H ₂ S	Une fois par an par un organisme extérieur (*)

Le rendement des unités au moment des mesures est précisé dans le rapport de mesures.

Sortie FCC

Paramètres	Fréquences
Température	En continu Deux fois par an par un organisme extérieur (*)
Débit	En continu Deux fois par an par un organisme extérieur (*)
H ₂ O	En continu Deux fois par an par un organisme extérieur (*)
O ₂	En continu Deux fois par an par un organisme extérieur (*)
Poussières totales	Deux fois par an par un organisme extérieur (*)
Oxydes de soufre en SO ₂	En continu Deux fois par an par un organisme extérieur (*)
NO _x en équivalent NO ₂	En continu Deux fois par an par un organisme extérieur (*)
N ₂ O	Deux fois par an par un organisme extérieur (*)
CO	Deux fois par an par un organisme extérieur (*)

Unité de récupération des vapeurs de la gare routière (URV)

Paramètres	Fréquences
COVNM	En continu. La sensibilité de la mesure en continu est adaptée aux performances réelles de l'équipement telles qu'elles ressortent du contrôle annuel et du bilan de fonctionnement (15,2 mg/m ³). L'appareillage permet l'extraction de moyennes journalières.
COVNM, benzène	Annuelle par un organisme extérieur (*)

Les résultats des mesures en continu sont enregistrés. Un historique des résultats des mesures par organisme extérieur est tenu.

COV fugitifs : L'intégralité des points accessibles est mesurée entre deux grands arrêts (soit tous les six ans). Les réparations utiles sont effectuées au fur et à mesure. Des améliorations provisoires sont apportées aux équipements dont la réfection complète ou le remplacement ne peuvent être effectués avant le grand arrêt suivant. Les travaux sont enregistrés.

Contrôles complémentaires

Pendant deux campagnes de mesure par organisme extérieur et dans des conditions représentatives du fonctionnement de la raffinerie, l'exploitant recherche en outre les paramètres listés ci-après par type d'exutoire. Au terme de ces deux campagnes, les conclusions seront tirées des résultats pour adapter en, tant que de besoin, les conditions de l'autosurveillance.

L'une de ces campagnes est effectuée lors d'une période où la raffinerie traite des bruts à plus haute teneur en soufre (production de bitume)

Conduits n° U100, U2200, U700

Paramètres
COS
CS ₂
H ₂ S
Méthylmercaptan
Diméthylsulfure
Diméthyldisulfure

Unités Claus

Paramètres
Méthylmercaptan
Diméthylsulfure
Diméthyldisulfure

FCC

Paramètres
benzène
butadiène
COVNM
Arsenic
Plomb
Mercure
Sélénium
Nickel
Vanadium
COS
CS ₂
H ₂ S
Méthylmercaptan
Diméthylsulfure
Diméthyldisulfure

9.2.1.1.2 Auto surveillance des émissions par bilan

L'évaluation des émissions par bilan porte sur les polluants suivants :

Paramètre	Type de mesures ou d'estimation	Fréquence
COVNM	Mesure des COV fugitifs	L'intégralité des points accessibles est mesurée entre deux grands arrêts (soit tous les six ans) .
	Estimation des COV issus des bacs de stockage et des unités de traitement de l'eau en fonction des mesures antérieures	Annuelle
	Calcul des COV de l'URV en fonction de la mesure des quantités de produits chargés et des mesures de COV en sortie de l'URV	Annuelle
	Estimation des rejets des torches	Annuelle

Poussières totales	Mesures des émissions canalisées. Résultats des mesures en continu validées.	Annuelle Journalière : établissement d'un bilan 24h
NO _x	Mesures des émissions canalisées. Résultats des mesures en continu validées. Calcul à partir du bilan de combustion	Annuelle Journalière : établissement d'un bilan 24h Journalière
SO _x	Mesures des émissions canalisées. Résultats des mesures en continu validées. Calcul à partir de la teneur en soufre des combustibles, bilan de combustion charge et rendement des unités Claus Estimation des rejets des torches	Annuelle Journalière : établissement d'un bilan 24h Journalière Mensuelle
Gaz fluorés (HCFC 22)	Bilan matière	Annuelle
CO ₂	Bilan allocation de quotas	Annuelle
Protoxyde d'azote	Calcul à partir du bilan de combustion Mesures des émissions canalisées.	Annuelle
Méthane	Calcul à partir du bilan de combustion	Annuelle
Monoxyde de carbone	Calcul à partir du bilan de combustion Mesures des émissions canalisées.	Annuelle
Métaux	Calcul à partir du bilan de combustion Mesures des émissions canalisées.	Annuelle

9.2.1.1.3 Expertise des méthodes de calcul des émissions atmosphériques

Les méthodes de calcul des rejets canalisés et diffus suivant l'ensemble des paramètres réglementés au titre du présent arrêté font l'objet d'une expertise par un organisme tiers compétent indépendant de l'exploitant. Cet organisme examine les méthodes utilisées, les évalue et propose en tant que de besoin les améliorations utiles à une meilleure représentativité des estimations de l'industriel.

Les conclusions de l'organisme sont transmises à l'inspection des installations classées dans le délai de six mois suivant la notification du présent arrêté.

Cette expertise est actualisée au moins tous les cinq ans ainsi qu'à chaque changement significatif de la disposition des installations ou de leur mode d'exploitation.

Article 9.2.1.2. Mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

L'exploitant doit assurer une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence	Localisation
SO _x	En continu	Reichstett et Hoerd
Soufre réduit total (*)	Deux mesures l'une en 2010, l'autre en 2011 dont l'une lors d'une période de traitement de bruts à plus haute teneur en soufre	Reichstett et Hoerd
NO _x	Deux mesures l'une en 2010, l'autre en 2011	Reichstett et Hoerd
Poussières totales, PM 10, PM 2,5	Deux mesures l'une en 2010, l'autre en 2011	Reichstett et Hoerd
Benzène	Deux mesures l'une en 2010, l'autre en 2011	Reichstett et Hoerd
COV	Deux mesures l'une en 2010, l'autre en 2011	Reichstett et Hoerd
Métaux (Arsenic, plomb, mercure, sélénium, nickel, vanadium)	Deux mesures l'une en 2010, l'autre en 2011	Reichstett et Hoerd

(*) H₂S, CS₂, COS, Méthylmercaptan, diméthylsulfure, diméthyldisulfure exprimés en H₂S

La mesure de l'impact des rejets atmosphériques s'appuiera sur la vitesse et la direction du vent, qui sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche. Elle concernera des zones où des populations sont exposées, en privilégiant, à l'intérieur de ces zones, les regroupements de populations sensibles.

Les emplacements des points de mesure sont reportés sur un plan où sont repérés les regroupements de populations sensibles (écoles, hôpitaux, maisons de retraite)

ARTICLE 9.2.2. RELEVÉ DES PRÉLEVEMENTS D'EAU

Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Les résultats des mesures sont enregistrés.

ARTICLE 9.2.3. AUTO SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'EAU

Article 9.2.3.1. *Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets*

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Les eaux sont contrôlés suivant les paramètres et aux fréquences suivantes :

Paramètres -localisation	Au point R8ter (avant dilution par les eaux de refroidissement)	Au point R9 (eaux de refroidissement)	Purge des tours aéroréfrigérantes
Température	Mesure journalière	Mesure en continu	-
Phénols	5 fois par semaine	-	-
Hydrocarbures totaux	Analyse journalière	En continu	-
BTEX dont benzène	1 fois par mois	2 fois par an	-
DBO (5)	1 fois par semaine	2 fois par an	semestrielle
DCO	Analyse journalière	2 fois par an	semestrielle
Ntot	1 fois par semaine	-	-
MEST	5 fois par semaine	1 fois par semaine sur échantillon moyen hebdomadaire	semestrielle
Metox	1 fois par mois	-	-
AOX	-	-	semestrielle

La température et les hydrocarbures sont mesurés en continu au point R9.

Deux campagnes annuelles de mesure par un organisme extérieur sont réalisées sur l'ensemble des paramètres suivant les normes en vigueur, aux deux points visés au tableau ci-dessus, en sortie du déshuileur final ainsi qu'au point de rejet au Landgraben.

Contrôles complémentaires

Pendant deux campagnes de mesure par organisme extérieur et dans des conditions représentatives du fonctionnement de la raffinerie, l'exploitant recherche en outre les paramètres listés ci-après. Au terme de ces deux campagnes, les conclusions seront tirées des résultats pour adapter en, tant que de besoin, les conditions de l'autosurveillance.

L'une de ces campagnes est effectuée lors d'une période où la raffinerie traite des bruts à plus haute teneur en soufre (production de bitume)

Point R8 ter : hydrogène sulfuré, mercaptans, cyanures.

Article 9.2.3.2. *Campagne RSDE*

L'exploitant effectue à partir de 2010 la campagne de recherche des substances dangereuses dans l'eau suivant les modalités définies dans les documents en annexe 4 du présent arrêté.

ARTICLE 9.2.4. AUTO SURVEILLANCE DES MILIEUX, EAUX SOUTERRAINES ET SOLS

Article 9.2.4.1. Auto surveillance des eaux souterraines

A – Réseau et programme de surveillance

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

Statut	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (orientation)	Aquifère capté (superficiel ou profond)	Profondeur de l'ouvrage (mètres)
Ouvrage existant	Piézomètre P19 : 02347X522/P19	En amont du site (Sud)		9.51
	Piézomètre D3 : 02347X521/D3	En amont du site (Est)		12.30
	Piézomètre F6 : 02347X0040/F6	En aval du site (Nord Est)		11.52
	Piézomètre D2 : 02347X520/D2	En aval du site (Nord Est)		11.60
	Piézomètre D1 : 02347X519/D1	En aval du site (Nord Est)		13.00
	Piézomètre P6 : 02347X02591/P6	En aval du site (Nord)		12.22
	Piézomètre F4 : 02347X0038/F4	En aval du site (Nord Ouest)		10.96
	Piézomètre F2 : 02347X0036/F2	En amont du site (Est)		11.86
	Puits Ouest : 02347X0027/OUEST	Puits de captage à l'ouest	Profond	50
	Puits Est : 02347X0333/EST-N	Puits de captage à l'est	Profond	38.4
	Puits Sud : 02347X0365/SUD-N	Puits de captage au Sud	Profond	64
Ouvrage existant non utilisé	Piézomètre P1 : 02347X0044/P1	En aval (Sud)		12.11
	Piézomètre P2 : 02347X0469/P2	En aval (A l'ouest)		11.88
	Piézomètre P3bis : 02347X0046/P3B	En amont du site (sud)		11.45
	Piézomètre P5 : 02347X0047/P5	A l'est		13.48
	Piézomètre P7 : 02347X0260/P7	Au centre		12.66
	Piézomètre P8 : 02347X0261/P8	A l'est		12.20
	Piézomètre P9 : 02347X0262/P9	Au centre		12.51
	Piézomètre P10 : 02347X0263/P10	Au centre		12.42

Statut	N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (orientation)	Aquifère capté (superficiel ou profond)	Profondeur de l'ouvrage (mètres)
	Piézomètre P11 : 02347X0264/P11	Au centre		12.08
	Piézomètre P13 : 02347X0266/P13	En amont (au sud)		12.14
	Piézomètre P14 : 02347X0267/P14	En amont (au sud)		12.21
	Piézomètre P18 : non enregistré	En amont (à l'est)		11.32
	Piézomètre F9 : non enregistré	En aval (à l'est)		11.44
	Piézomètre F11 : 02347X0178/F11	En aval (à l'est)		
	Piézomètre Trou n°1 : non enregistré	En aval (à l'est)		5.15
	Piézomètre Trou n°2 : non enregistré	Au centre		5.12
	Puits essai : 02347X0033	En aval (au sud)		27
	Puits Rue 4 : non enregistré	En amont (à l'est)		13.65

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en annexe 1.

La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies dans l'article 4.1.3.1 du présent arrêté.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol, auprès du Service Géologique Régional du BRGM dès création. Il recevra en retour les codes BSS des ouvrages, identifiants uniques de ceux-ci.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

L'exploitant fait rechercher les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

N°BSS de l'ouvrage		Paramètre	
		Nom	Code SANDRE
Piézomètre P19 : 02347X522/P19	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442
	Deux fois par an	Métaux (Hg, Cd, Cr, Ni, Pb, V.1387-1388-1389-1393-Zn, Cu)	1386-1382-1383-1392
	Deux fois par an	BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène, Xylènes)	5918
	Deux fois par an	Aromatiques Polycycliques (7)	2034
Piézomètre D3 : 02347X521/D3	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442

N°BSS de l'ouvrage		Paramètre	
		Nom	Code SANDRE
	Deux fois par an	Métaux (Hg, Cd, Cr, Ni, Pb, V.1387-1388-1389-1393-Zn, Cu)	1386-1382-1383-1392
	Deux fois par an	BTEX (Benzène, Toluène.5918)	
	Deux fois par an	Ethyl-benzène, Xylènes)	
		Aromatiques Polycycliques (7) 2034	
Piézomètre F6 : 002347X0040/F6	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442
	Deux fois par an	Métaux (Hg, Cd, Cr, Ni, Pb, V.1387-1388-1389-1393-Zn, Cu)	1386-1382-1383-1392
	Deux fois par an	BTEX (Benzène, Toluène.5918)	
	Deux fois par an	Ethyl-benzène, Xylènes)	
		Aromatiques Polycycliques (7) 2034	
Piézomètre D2 : 02347X520/D2	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442
	Deux fois par an	Métaux (Hg, Cd, Cr, Ni, Pb, V.1387-1388-1389-1393-Zn, Cu)	1386-1382-1383-1392
	Deux fois par an	BTEX (Benzène, Toluène.5918)	
	Deux fois par an	Ethyl-benzène, Xylènes)	
		Aromatiques Polycycliques (7) 2034	
Piézomètre D1 : 02347X519/D1	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442
	Deux fois par an	Métaux (Hg, Cd, Cr, Ni, Pb, V.1387-1388-1389-1393-Zn, Cu)	1386-1382-1383-1392
	Deux fois par an	BTEX (Benzène, Toluène.5918)	
	Deux fois par an	Ethyl-benzène, Xylènes)	
		Aromatiques Polycycliques (7) 2034	
Piézomètre P6 : 02347X02591/P6	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442
Piézomètre F4 : 02347X0038/F4	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442
Piézomètre F2 : 02347X0036/F2	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442
Puits Ouest : 02347X0027/OUEST	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442
	Deux fois par an	Matière en suspension (MEST)	1305
	Deux fois par an	Demande Chimique er1314	
	Deux fois par an	Oxygène (DCO)	
	Deux fois par an	Demande Biologique er1313	
	Deux fois par an	Oxygène 5 jours (DBO5)	
		Organohalogénés adsorbables1106	
		(AOX)	
	Deux fois par an	Hydrogène sulfuré (H2S)	1343

N°BSS de l'ouvrage		Paramètre	
		Nom	Code SANDRE
	Deux fois par an	BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène, Xylènes)	5918
	Deux fois par an	Métaux (Hg, Cd, Cr, Ni, Pb, V, Zn, Cu)	1387-1388-1389-1393-1386-1382-1383-1392
	Deux fois par an	Méthyl tertio Butyl Ether (MTBE)	1512
Puits Est : 02347X0333/EST-N	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442
	Deux fois par an	Matière en suspension (MEST)	1305
	Deux fois par an	Demande Chimique Oxygène (DCO)	er1314
	Deux fois par an	Demande Biologique Oxygène 5 jours (DBO5)	er1313
	Deux fois par an	Organohalogénés adsorbables (AOX)	1106
	Deux fois par an	Hydrogène sulfuré (H2S)	1343
	Deux fois par an	BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène, Xylènes)	5918
	Deux fois par an	Métaux (Hg, Cd, Cr, Ni, Pb, V, Zn, Cu)	1387-1388-1389-1393-1386-1382-1383-1392
	Deux fois par an	Méthyl tertio Butyl Ether (MTBE)	1512
	Deux fois par an	Méthyl tertio Butyl Ether (MTBE)	
	Deux fois par an	Méthyl tertio Butyl Ether (MTBE)	
Puits Sud : 02347X0365/SUD-N	Mensuel	Ph	1302
	Mensuel	Indice Hydrocarbure	1442
	Deux fois par an	Matière en suspension (MEST)	1305
	Deux fois par an	Demande Chimique Oxygène (DCO)	er1314
	Deux fois par an	Demande Biologique Oxygène 5 jours (DBO5)	er1313
	Deux fois par an	Organohalogénés adsorbables (AOX)	1106
	Deux fois par an	Hydrogène sulfuré (H2S)	1343
	Deux fois par an	BTEX (Benzène, Toluène, Ethyl-benzène, Xylènes)	5918
	Deux fois par an	Métaux (Hg, Cd, Cr, Ni, Pb, V, Zn, Cu)	1387-1388-1389-1393-1386-1382-1383-1392
	Deux fois par an	Méthyl tertio Butyl Ether (MTBE)	1512
	Deux fois par an	Méthyl tertio Butyl Ether (MTBE)	
	Deux fois par an	Méthyl tertio Butyl Ether (MTBE)	

B – Suivi piézométrique :

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site.

Au moins une fois par an le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 9.2.4.2. (...)**Article 9.2.4.3. Programme de surveillance des retombées**

L'exploitant met en place un programme de surveillance annuel de l'impact de l'installation sur l'environnement en termes de retombées. Ce programme concerne au moins les métaux et les autres substances bioaccumulables dont les émissions annuelles sont significatives.

Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Ses modalités sont présentées à l'inspection des installations classées avant sa mise en œuvre, qui interviendra au plus tard au premier trimestre 2011.

Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposé être le plus important. Ces lieux sont déterminés au travers d'une modélisation des retombées.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étrangers, choisis par l'exploitant.

ARTICLE 9.2.5. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**Article 9.2.5.1. Mesures périodiques**

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence à la localisation des zones à émergence réglementée, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.

CHAPITRE 9.3. SUIVI, INTERPRETATION ET DIFFUSION DES RESULTATS**ARTICLE 9.3.1. ACTIONS CORRECTIVES**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise en application du Chapitre 9.2, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages.

ARTICLE 9.3.2. ANALYSE ET TRANSMISSION DES RESULTATS DE L'AUTO SURVEILLANCE**Article 9.3.2.1. Transmission de données**

L'exploitant transmet mensuellement à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques et continus, accompagnés de commentaires.

La transmission des résultats par voie électronique est envisageable. Dans ce cas, l'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans.

Pour la présentation des résultats relatifs à la surveillance des eaux souterraines, on pourra se reporter à l'annexe 3.

Article 9.3.2.2. contenu du rapport mensuel d'autosurveillance

Le rapport mensuel d'autosurveillance comporte les informations suivantes :

MARCHE DES UNITES

- quantité de brut traitée
- travaux, investissements divers
- informations sur le fonctionnement
- marche des unités
- commentaires

TORCHES

- périodes de fonctionnement
- émissions calculées correspondantes
- justification du torchage

EFFLUENTS GAZEUX

- concentrations et flux (y compris spécifiques) des divers paramètres suivis aux exutoires prescrits (trois cheminées, unités Claus -le rendement est précisé-, FCC)
- comparaison des résultats obtenus par la mesure et par le calcul
- commentaires

SUIVI DES ALERTES A LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

- résultats et commentaires

EFFLUENTS LIQUIDES

- température, pH, concentrations et flux (y compris spécifiques) des divers paramètres suivis aux points prescrits (R8ter, R9, Landgraben, déshuileur final)
- commentaires

DECHETS ELIMINES

- quantité éliminées, commentaires

SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES

- résultats et commentaires

CHAPITRE 9.4. BILANS PERIODIQUES**ARTICLE 9.4.1. BILANS ET RAPPORTS ANNUELS****Article 9.4.1.1. Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets**

L'exploitant en application de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9.4.2. (...)**ARTICLE 9.4.3. (...)****ARTICLE 9.4.4. BILAN DE FONCTIONNEMENT (ENSEMBLE DES REJETS CHRONIQUES ET ACCIDENTELS)**

L'exploitant réalise et adresse au Préfet le bilan de fonctionnement prévu à l'article R.512-45 du code de l'environnement (arrêté ministériel du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement).

Le bilan est à fournir à la date anniversaire de la remise du premier bilan en septembre 2007.

ARTICLE 9.4.5. BILAN ANNUEL DES RESULTATS D'ANALYSE DE SUIVI DE LA CONCENTRATION EN LEGIONELLES

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en légionelles sont adressés par l'exploitant à l'Inspection des Installations Classées sous forme de bilans annuels. Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements du seuil de 1000 unités formant colonies par litre d'eau en *Legionella* specie ;

- les actions correctives prises ou envisagées ;
- les effets mesurés des améliorations réalisées.

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.

ARTICLE 9.4.6. (...)

TITRE 10. RECAPITULATIFS

Articles	Type de mesure à prendre	Date d'échéance
3.2.4 et 3.2.5	Respect des valeurs limites en concentration et en flux	30 juin 2011
3.2.5	Couverture des deux bassins d'orage	31 mars 2010
8.1.1	Transmission de l'étude de réduction supplémentaire des rejets	30 juin 2013
9.2.1.1.3 (et 3.2.5)	Expertise des méthodes de calcul des émissions atmosphériques	6 mois suivant notification. Actualisation quinquennale et suite aux modifications significatives
9.2.3.2	Campagne RSDE	A partir de 2010 et suivant annexe 4
9.2.4.3	Surveillance des retombées, première campagne	Premier trimestre 2011

TITRE 11. MODALITES D'EXECUTION

ARTICLE 11.1.1. FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société Petroplus Raffinage Reichstett SAS.

ARTICLE 11.1.2. PUBLICITE

Conformément à l'article R512-39 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions du présent arrêté et faisant connaître qu'une copie en est déposé aux archives des mairies de Reichstett et Vendenheim et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans lesdites mairies. Un extrait semblable sera inséré aux frais de la société Petroplus Raffinage Reichstett SAS, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant

ARTICLE 11.1.3. AUTRES REGLEMENTS D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Les conditions fixées par les articles précédents, ne peuvent, en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même code.

ARTICLE 11.1.4. AUTRES FORMALITES ADMINISTRATIVES

La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'Urbanisme, Code du Travail, voirie...).

ARTICLE 11.1.5. SANCTIONS

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des dispositions du chapitre IV du titre I^{er} du livre V du code de l'Environnement.

ARTICLE 11.1.6. EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'Inspection des Installations Classées, les maires de Reichstett et Vendenheim, la gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société Petroplus Raffinage Reichstett SAS.

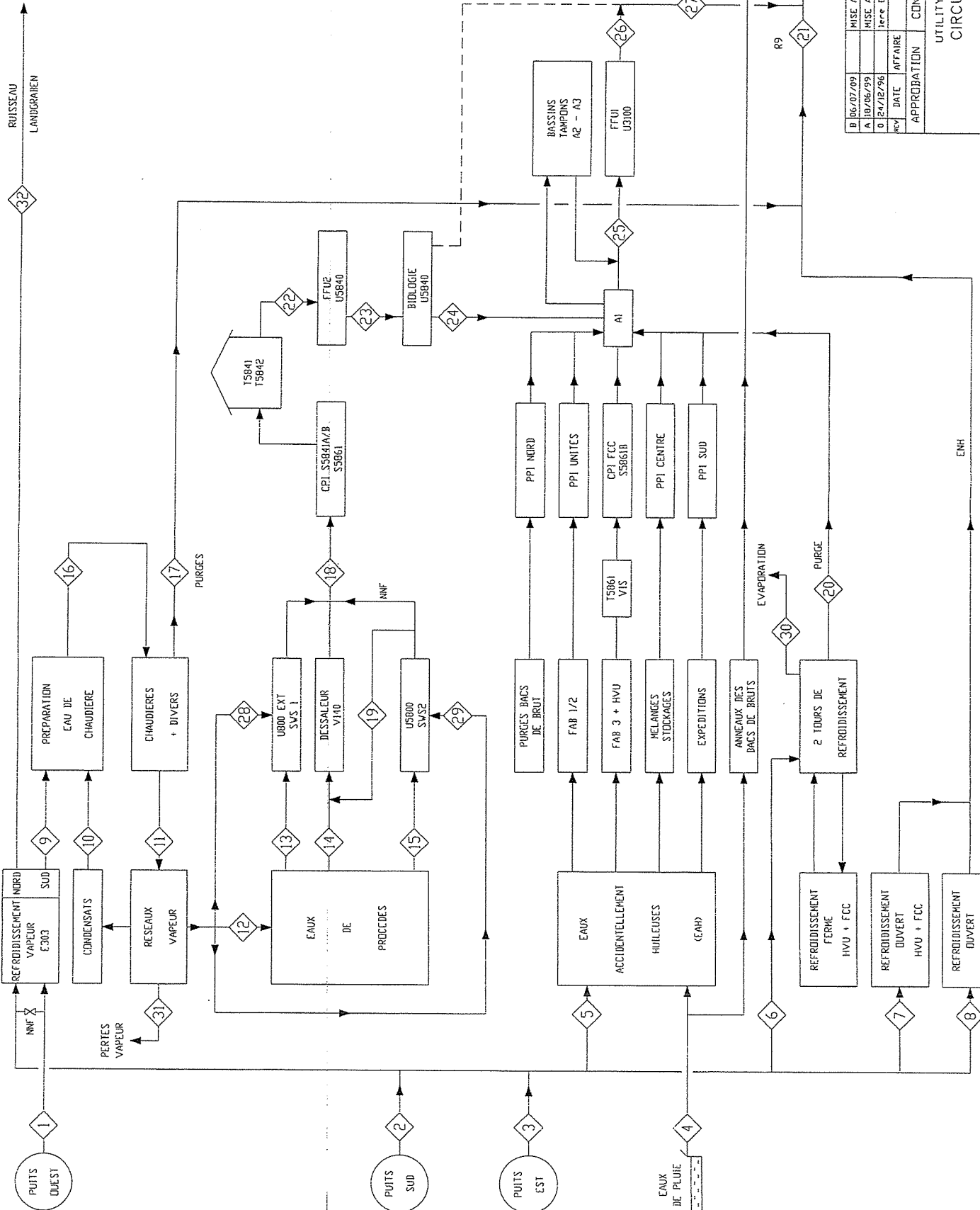
LE PRÉFET

LE PRÉFET
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Richard Daniel BOISSON

ANNEXE 1

Schéma des flux d'eaux.



B	06/07/09	MISE A JOUR	VV	PRR
A	10/06/99	MISE A JOUR SUIVANT COMMENTAIRES RVTI	JA	CRR
O	24/12/96	1ere EDITION	PP	INGEF
MCV	DATE	AFFAIRE	PPR	ENG
			RESPONS.	
APPROBATION CONSULTATION BON POUR EXECUTION				
UTILITY FLOW SCHEME				
CIRCUIT D'EAUX				
2300				
N° INFORMATIQUE				
512385941001				
Folio 001				
BUREAU				
ST 12300 S99 41001 B				
PETROPLUS RAFFINAGE REICHSSTETT				

ANNEXE 2

GLOSSAIRE:

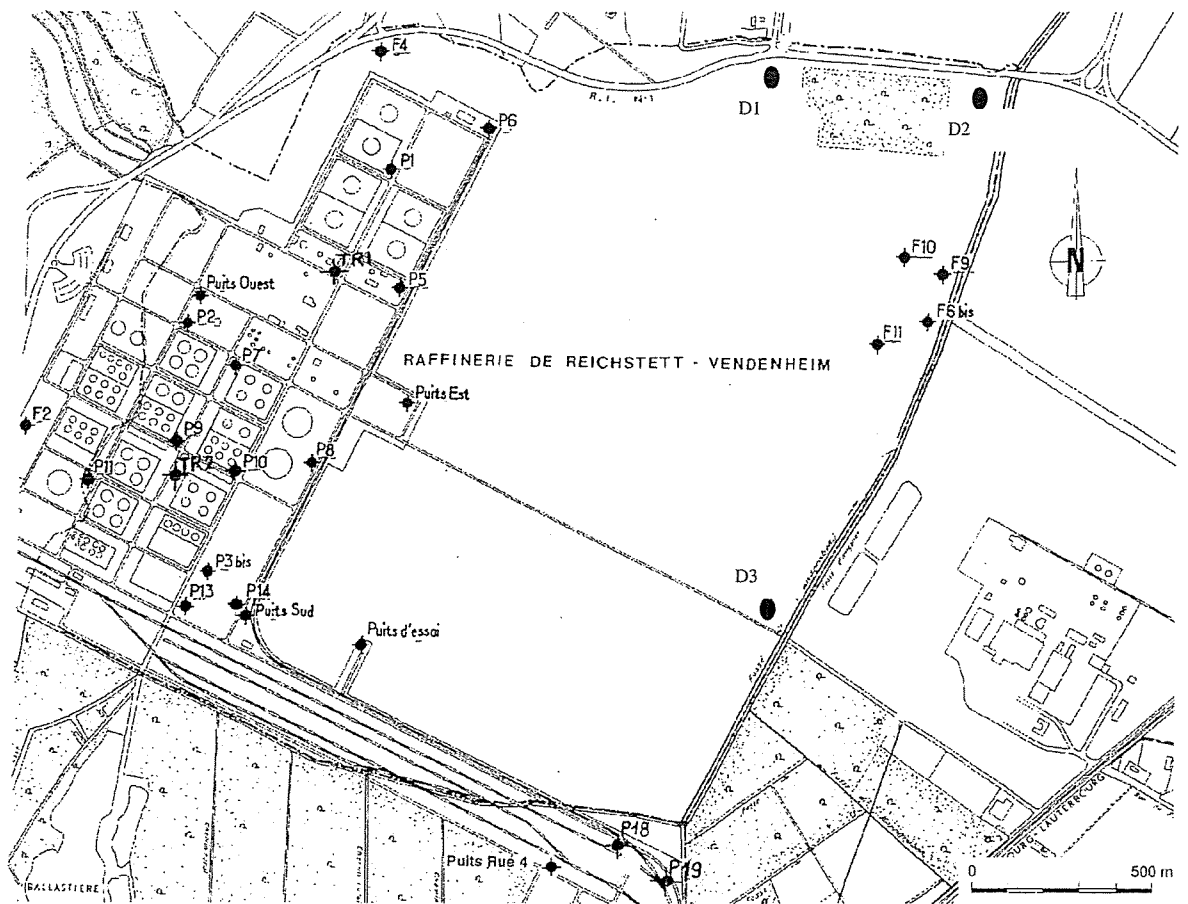
Abréviations	Définition
AM	Arrêté Ministériel
As	Arsenic
CAA	Cour Administrative d'Appel
CE	Code de l'Environnement
CHSCT	Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail
CODERST	Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques
COT	Carbone organique total
DCO	Demande Chimique en Oxygène
HCFC	Hydrochlorofluorocarbures
HFC	Hydrofluorocarbures
NF X, C	<p>Norme Française</p> <p>La norme est un document établi par consensus, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles des lignes directrices ou des caractéristiques, pour des activités ou leurs résultats, garantissant un niveau d'ordre optimal dans un contexte donné.</p> <p>Les différents types de documents normatifs français</p> <p>Le statut des documents normatifs français est précisé par les indications suivantes :</p> <p>HOM pour les normes homologuées,</p> <p>EXP pour les normes expérimentales,</p> <p>FD pour les fascicules de documentation,</p> <p>RE pour les documents de référence,</p> <p>ENR pour les normes enregistrées.</p> <p>GA pour les guides d'application des normes</p> <p>BP pour les référentiels de bonnes pratiques</p> <p>AC pour les accords</p>
PDEDND	Plan départemental d'élimination des déchets non dangereux
PEDMA	Plan d'Élimination des déchets ménagers et assimilés
PLU	Plan Local d'Urbanisme
POI	Plan d'Opération Interne
POS	Plan d'Occupation des Sols
PPA	Plan de protection de l'atmosphère
PPI	Plan Particulier d'Intervention
PREDD	Plan régional d'élimination des déchets dangereux
PREDIS	Plan régional d'élimination des déchets industriels spéciaux
PRQA	Plan régional pour la qualité de l'air
SAGE	Schéma d'aménagement et de gestion des eaux
SDAGE	Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
SDC	Schéma des carrières
SID PC	Service Interministériel de Défense et de Protection Civile
TPO1	Indice d'actualisation des prix correspondant à une catégorie de travaux publics (gros œuvre)
UIOM	Unité d'incinération d'ordures ménagères
ZER	Zone à Emergence Réglementée

ANNEXE 3

PLAN DES PIEZOMETRES

MODELE DE FORMAT DES RESULTATS D'AUTOSURVEILLANCE EAUX SOUTERRAINES

IDENTIFICATION DU PIEZOMETRE						
Codification locale	N° BSS	Profondeur	Niveau piézométrique		Nivellement	
ANALYSES						
Fréquence	Date					
RESULTATS						
Code SANDRE	Nom du paramètre	Méthode	Unité	Résultat	Valeur limite	Origine de la valeur limite
COMMENTAIRES						



ANNEXE 4

Campagne RSDE (3 documents)

CAMPAGNE RSDE – PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTETT- MODALITES DE REALISATION DE LA CAMPAGNE PRESCRITE A L'ARTICLE 9.2.3.2

Article 1 -Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

- 1.1 -Les prélèvements et analyses réalisés doivent respecter les dispositions du fascicule joint.
- 1.2 -Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyse accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.
- 1.3 -L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions du fascicule joint au présent arrêté :
1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements et d'analyse de substances dans la matrice « eaux résiduaires » comprenant a minima :
 - Numéro d'accréditation
 - Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées
 2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels ;
 3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles du fascicule joint au présent arrêté ;
 4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions du fascicule.

Les modèles des documents visés au point 3 et 4 précédents sont repris dans le fascicule joint au présent arrêté

- 1.1 -Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 de la présente, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit.

Ces procédures doivent intégrer les points détaillés au paragraphe 3 du fascicule joint et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

Article 2 -Mise en œuvre de la surveillance initiale

2.1 -Programme de surveillance initiale

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- liste des substances dangereuses : **substances dangereuses visées dans la liste de substances jointe**
- périodicité : 1 mesure par mois pendant 6 mois **au point R8 ter pour tous les paramètres et sur la purge des tours aéroréfrigérantes pour les paramètres alkylphénols, chloroforme et acide chloroacétique,**
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation,
- la limite de quantification à atteindre par les substances par les laboratoires en µg/L.

2.1 -Rapport de synthèse de la surveillance initiale

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées au plus tard **10 mois à compter de la date du présent arrêté préfectoral** un rapport de synthèse de la surveillance initiale devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique. Ce tableau comprend, pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne relevées au cours de la période de mesures, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen et les limites de quantification pour chaque mesure ;
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent arrêté ;
- l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit et de vérifier le respect des dispositions de l'article 2 de la présente ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant met en évidence la possibilité d'arrêter la surveillance de certaines substances, en référence aux dispositions de l'article 3.3.
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite adopter un rythme de mesures autre que trimestriel pour la poursuite de la surveillance ;

- le cas échéant, les résultats de mesures de qualité des eaux d'alimentation en précisant leur origine (superficielle, souterraine ou adduction d'eau potable).

2.1 -Conditions à satisfaire pour arrêter la surveillance d'une substance

La surveillance au rejet d'une substance telle que celles visées dans le présent arrêté pourra être stoppée si, sur la base de 6 mesures consécutives, **au moins l'une des trois conditions** suivantes est vérifiée (la troisième condition n'étant remplie que si les deux critères 3.1 et 3.2 qui la composent sont tous les deux respectés) :

condition 1. Il est clairement établi que ce sont les eaux amont qui sont responsables de la présence de la substance dans les rejets de l'établissement ;

condition 2. Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ reprise dans le tableau en annexe2 du fascicule ;

condition 3.

critère 3.1 Toutes les concentrations mesurées pour la substance sont inférieures à 10*NQE (norme de qualité environnementale ou, en l'attente de leur adoption en droit français, 10*NQEp, norme de qualité environnementale provisoire fixée dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007) ;

ET

critère 3.2 Tous les flux calculés pour la substance sont inférieurs à 10% du flux théorique admissible par le milieu récepteur (le flux admissible étant le produit du débit mensuel d'étiage de fréquence quinquennale sèche QMNA5 et de la NQE ou NQEp conformément aux explications de l'alinéa précédent).

Article 3 - Mise en œuvre de la surveillance pérenne

3.1 -Programme de surveillance pérenne

L'exploitant poursuit le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- liste des substances dangereuses : **substances dangereuses visées dans la liste de substances jointe** , dont la surveillance est retenue sur la base du rapport de synthèse établi à l'issue de la surveillance initiale en référence aux articles 3.2. et 3.3. de la présente ;
- périodicité : 1 mesure par trimestre pendant une durée minimale de 2 ans et 6 mois, soit 10 mesures ,
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation,
- limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l.

Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions du fascicule joint au présent arrêté préfectoral .

Lors de cette phase de surveillance et en référence aux dispositions prévues par la circulaire du 5 janvier 2009, l'inspection des installations classées peut demander par écrit à l'exploitant d'adapter si besoin, en terme de substances ou de périodicité, le programme de surveillance qu'il a proposé de poursuivre, au vu du rapport établi en application de l'article 3.2. de la présente et d'éléments complémentaires d'informations connus concernant notamment l'état de la masse d'eau à laquelle le rejet est associé.

3.1 -Étude technico-économique

L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, **au plus tard 30 mois à compter du début de la surveillance initiale**, une étude technico-économique, accompagnée d'un échéancier de réalisation pouvant s'échelonner jusqu'en 2021 répondant aux objectifs suivants pour l'ensemble des substances figurant dans la surveillance prescrite à l'article 4.1. ci-dessus :

- pour les substances dangereuses prioritaires figurant aux annexes 9 et 10 de la DCE : possibilités de réduction à l'échéance 2015 et de suppression à l'échéance 2021 (2028 pour anthracène et endosulfan) ;
- pour les substances prioritaires figurant aux annexes 9 et 10 de la DCE : possibilités de réduction à l'échéance 2015 et éventuellement 2021 ;
- pour les substances pertinentes figurant à la liste 2 de l'annexe I de la directive 2006/11/CE du 15/02/06, lorsqu'elles sont émises avec un flux supérieur à 20% du flux admissible dans le milieu : possibilités de réduction à l'échéance 2015 et éventuellement 2021 ;
- pour les substances pertinentes figurant à la liste 2 de l'annexe I de la directive 2006/11/CE du 15/02/06, émises avec un flux inférieur à 20% du flux admissible dans le milieu mais pour lesquelles la norme de qualité environnementale n'est pas respectée : possibilités de réduction à l'échéance 2015 et éventuellement 2021.

Cette étude devra mettre en exergue les substances dangereuses dont la présence dans les rejets doit conduire à les supprimer, à les substituer ou à les réduire, à partir d'un examen approfondi s'appuyant notamment sur les éléments suivants :

- les résultats de la surveillance prescrite ;

- l'identification des produits, des procédés, des opérations ou des pratiques à l'origine de l'émission des substances dangereuses au sein de l'établissement ;
- un état des perspectives d'évolution de l'activité (process, niveau de production ...) pouvant impacter dans le temps qualitativement ou quantitativement le rejet de substances dangereuses ;
- la définition des actions permettant de réduire ou de supprimer l'usage ou le rejet de ces substances. Sur ce point, l'exploitant devra faire apparaître explicitement les mesures concernant la ou les substances dangereuses prioritaires et celles liées aux autres substances. Les actions mises en œuvre et/ou envisagées devront répondre aux enjeux vis à vis du milieu, notamment par une comparaison, pour chaque substance concernée, des flux rejetés et des flux admissibles dans le milieu. En particulier, l'exploitant définira un plan d'actions approprié dans le cas d'un rejet effectué dans une masse d'eau déclassée due à la présence excédentaire des substances dangereuses. Ce plan d'actions sera assorti d'une proposition d'échéancier de réalisation.

Pour chacune des substances devant être réduite ou supprimée dans le rejet, l'étude devra faire apparaître l'estimation chiffrée pour chaque substance concernée, du rejet évité par rapport au rejet annuel moyen de l'installation (en valeur absolue en kg/an et en valeur relative en %), et être comparée avec les objectifs de réduction ou de suppression ci-avant précisée.

Un bilan d'étape présentant l'état d'avancement de l'étude (actions engagées, programmées ...) sera fourni à l'inspection des installations classées.

3.1 -Rapport de synthèse de la surveillance pérenne

L'exploitant doit fournir à l'inspection des installations classées **dans un délai de 4 ans à compter de la notification du présent arrêté**, un rapport de synthèse de la surveillance pérenne dans les formes prévues à l'article 3.2. du présent arrêté.

Ce rapport devra conduire l'exploitant à proposer la nature du programme de surveillance à poursuivre selon les dispositions de l'article 3.3. et en fonction des conclusions de l'étude technico-économique visée au point 4.2., lorsque l'engagement d'une telle étude aura été nécessaire.

3.2 -Actualisation du programme de surveillance pérenne

L'exploitant poursuit le programme de surveillance au(x) point(s) de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

- liste des substances dangereuses : **substances dangereuses visées dans la liste de substances jointe** , dont la surveillance est retenue sur la base du rapport de synthèse établi en référence aux articles 4.3. et 3.3. du présent arrêté,
- périodicité : 1 mesure par trimestre,
- durée de chaque prélèvement : 24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation,
- limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l source.

En cas d'évolution dans les produits, des procédés, des opérations ou des pratiques susceptibles d'être à l'origine de l'émission dans les rejets de nouvelles substances dangereuses au sein de l'établissement, l'exploitant est tenu d'actualiser le cadre de sa surveillance à ces nouvelles substances jusqu'à la vérification du respect des dispositions définies à l'article 3.3. Il en informera l'inspection des installations classées.

Article 4 -Rapportage de la surveillance des rejets

Les résultats des mesures du mois N devront être saisis sur le site de télédéclaration du ministère chargé de l'environnement GIDAF prévu à cet effet et transmis mensuellement à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du mois N+1.

Si l'exploitant n'utilise pas la transmission électronique via le site de télédéclaration susvisé, il est tenu de transmettre mensuellement par écrit avant la fin du mois N+1 à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois N imposées à l'article 3 ainsi que les éléments relatifs au contexte de la mesure analytique des substances repris dans le fascicule joint au présent arrêté.

Liste substances
Liste des substances dangereuses faisant parties du programme de surveillance (article 9.2.3.2 de l'arrêté préfectoral)

PETROPLUS RAFFINAGE REICHSTEIT					
Raffinage du pétrole					
Famille	Substance	Code SANDRE	Catégorie de substances : 1 = quantification à atteindre par les laboratoires 2 = dangereuses prioritaires 3 = pertinentes liste1, 4=pertinentes liste2	Limite de quantification à atteindre par les laboratoires LQ en µg/l :	valeurs limites admissibles vis à vis du milieu (eaux douces de surfaces)10*NQE-MA ou 10*NQEp
Alciphénols	Alciphénols	1367	2	0,1	1
	Alciphénols	1368	2	0,1	1
	Alciphénols	1369	2	0,1	1
	Alciphénols	1370	2	0,1	1
	Alciphénols	1371	2	0,1	1
	Alciphénols	1372	2	0,1	1
	Alciphénols	1373	2	0,1	1
	Alciphénols	1374	2	0,1	1
	Alciphénols	1375	2	0,1	1
	Alciphénols	1376	2	0,1	1
	Alciphénols	1377	2	0,1	1
	Alciphénols	1378	2	0,1	1
	Alciphénols	1379	2	0,1	1
	Alciphénols	1380	2	0,1	1
	Alciphénols	1381	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1382	2	0,1	1
	Alciphénols	1383	2	0,1	1
	Alciphénols	1384	2	0,1	1
	Alciphénols	1385	2	0,1	1
	Alciphénols	1386	2	0,1	1
	Alciphénols	1387	2	0,1	1
	Alciphénols	1388	2	0,1	1
	Alciphénols	1389	2	0,1	1
	Alciphénols	1390	2	0,1	1
	Alciphénols	1391	2	0,1	1
	Alciphénols	1392	2	0,1	1
	Alciphénols	1393	2	0,1	1
	Alciphénols	1394	2	0,1	1
	Alciphénols	1395	2	0,1	1
	Alciphénols	Alciphénols	1396	2	0,1
Alciphénols		1397	2	0,1	1
Alciphénols		1398	2	0,1	1
Alciphénols		1399	2	0,1	1
Alciphénols		1400	2	0,1	1
Alciphénols		1401	2	0,1	1
Alciphénols		1402	2	0,1	1
Alciphénols		1403	2	0,1	1
Alciphénols		1404	2	0,1	1
Alciphénols		1405	2	0,1	1
Alciphénols		1406	2	0,1	1
Alciphénols		1407	2	0,1	1
Alciphénols		1408	2	0,1	1
Alciphénols		1409	2	0,1	1
Alciphénols		1410	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1411	2	0,1	1
	Alciphénols	1412	2	0,1	1
	Alciphénols	1413	2	0,1	1
	Alciphénols	1414	2	0,1	1
	Alciphénols	1415	2	0,1	1
	Alciphénols	1416	2	0,1	1
	Alciphénols	1417	2	0,1	1
	Alciphénols	1418	2	0,1	1
	Alciphénols	1419	2	0,1	1
	Alciphénols	1420	2	0,1	1
	Alciphénols	1421	2	0,1	1
	Alciphénols	1422	2	0,1	1
	Alciphénols	1423	2	0,1	1
	Alciphénols	1424	2	0,1	1
	Alciphénols	1425	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1426	2	0,1	1
	Alciphénols	1427	2	0,1	1
	Alciphénols	1428	2	0,1	1
	Alciphénols	1429	2	0,1	1
	Alciphénols	1430	2	0,1	1
	Alciphénols	1431	2	0,1	1
	Alciphénols	1432	2	0,1	1
	Alciphénols	1433	2	0,1	1
	Alciphénols	1434	2	0,1	1
	Alciphénols	1435	2	0,1	1
	Alciphénols	1436	2	0,1	1
	Alciphénols	1437	2	0,1	1
	Alciphénols	1438	2	0,1	1
	Alciphénols	1439	2	0,1	1
	Alciphénols	1440	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1441	2	0,1	1
	Alciphénols	1442	2	0,1	1
	Alciphénols	1443	2	0,1	1
	Alciphénols	1444	2	0,1	1
	Alciphénols	1445	2	0,1	1
	Alciphénols	1446	2	0,1	1
	Alciphénols	1447	2	0,1	1
	Alciphénols	1448	2	0,1	1
	Alciphénols	1449	2	0,1	1
	Alciphénols	1450	2	0,1	1
	Alciphénols	1451	2	0,1	1
	Alciphénols	1452	2	0,1	1
	Alciphénols	1453	2	0,1	1
	Alciphénols	1454	2	0,1	1
	Alciphénols	1455	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1456	2	0,1	1
	Alciphénols	1457	2	0,1	1
	Alciphénols	1458	2	0,1	1
	Alciphénols	1459	2	0,1	1
	Alciphénols	1460	2	0,1	1
	Alciphénols	1461	2	0,1	1
	Alciphénols	1462	2	0,1	1
	Alciphénols	1463	2	0,1	1
	Alciphénols	1464	2	0,1	1
	Alciphénols	1465	2	0,1	1
	Alciphénols	1466	2	0,1	1
	Alciphénols	1467	2	0,1	1
	Alciphénols	1468	2	0,1	1
	Alciphénols	1469	2	0,1	1
	Alciphénols	1470	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1471	2	0,1	1
	Alciphénols	1472	2	0,1	1
	Alciphénols	1473	2	0,1	1
	Alciphénols	1474	2	0,1	1
	Alciphénols	1475	2	0,1	1
	Alciphénols	1476	2	0,1	1
	Alciphénols	1477	2	0,1	1
	Alciphénols	1478	2	0,1	1
	Alciphénols	1479	2	0,1	1
	Alciphénols	1480	2	0,1	1
	Alciphénols	1481	2	0,1	1
	Alciphénols	1482	2	0,1	1
	Alciphénols	1483	2	0,1	1
	Alciphénols	1484	2	0,1	1
	Alciphénols	1485	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1486	2	0,1	1
	Alciphénols	1487	2	0,1	1
	Alciphénols	1488	2	0,1	1
	Alciphénols	1489	2	0,1	1
	Alciphénols	1490	2	0,1	1
	Alciphénols	1491	2	0,1	1
	Alciphénols	1492	2	0,1	1
	Alciphénols	1493	2	0,1	1
	Alciphénols	1494	2	0,1	1
	Alciphénols	1495	2	0,1	1
	Alciphénols	1496	2	0,1	1
	Alciphénols	1497	2	0,1	1
	Alciphénols	1498	2	0,1	1
	Alciphénols	1499	2	0,1	1
	Alciphénols	1500	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1501	2	0,1	1
	Alciphénols	1502	2	0,1	1
	Alciphénols	1503	2	0,1	1
	Alciphénols	1504	2	0,1	1
	Alciphénols	1505	2	0,1	1
	Alciphénols	1506	2	0,1	1
	Alciphénols	1507	2	0,1	1
	Alciphénols	1508	2	0,1	1
	Alciphénols	1509	2	0,1	1
	Alciphénols	1510	2	0,1	1
	Alciphénols	1511	2	0,1	1
	Alciphénols	1512	2	0,1	1
	Alciphénols	1513	2	0,1	1
	Alciphénols	1514	2	0,1	1
	Alciphénols	1515	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1516	2	0,1	1
	Alciphénols	1517	2	0,1	1
	Alciphénols	1518	2	0,1	1
	Alciphénols	1519	2	0,1	1
	Alciphénols	1520	2	0,1	1
	Alciphénols	1521	2	0,1	1
	Alciphénols	1522	2	0,1	1
	Alciphénols	1523	2	0,1	1
	Alciphénols	1524	2	0,1	1
	Alciphénols	1525	2	0,1	1
	Alciphénols	1526	2	0,1	1
	Alciphénols	1527	2	0,1	1
	Alciphénols	1528	2	0,1	1
	Alciphénols	1529	2	0,1	1
	Alciphénols	1530	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1531	2	0,1	1
	Alciphénols	1532	2	0,1	1
	Alciphénols	1533	2	0,1	1
	Alciphénols	1534	2	0,1	1
	Alciphénols	1535	2	0,1	1
	Alciphénols	1536	2	0,1	1
	Alciphénols	1537	2	0,1	1
	Alciphénols	1538	2	0,1	1
	Alciphénols	1539	2	0,1	1
	Alciphénols	1540	2	0,1	1
	Alciphénols	1541	2	0,1	1
	Alciphénols	1542	2	0,1	1
	Alciphénols	1543	2	0,1	1
	Alciphénols	1544	2	0,1	1
	Alciphénols	1545	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1546	2	0,1	1
	Alciphénols	1547	2	0,1	1
	Alciphénols	1548	2	0,1	1
	Alciphénols	1549	2	0,1	1
	Alciphénols	1550	2	0,1	1
	Alciphénols	1551	2	0,1	1
	Alciphénols	1552	2	0,1	1
	Alciphénols	1553	2	0,1	1
	Alciphénols	1554	2	0,1	1
	Alciphénols	1555	2	0,1	1
	Alciphénols	1556	2	0,1	1
	Alciphénols	1557	2	0,1	1
	Alciphénols	1558	2	0,1	1
	Alciphénols	1559	2	0,1	1
	Alciphénols	1560	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1561	2	0,1	1
	Alciphénols	1562	2	0,1	1
	Alciphénols	1563	2	0,1	1
	Alciphénols	1564	2	0,1	1
	Alciphénols	1565	2	0,1	1
	Alciphénols	1566	2	0,1	1
	Alciphénols	1567	2	0,1	1
	Alciphénols	1568	2	0,1	1
	Alciphénols	1569	2	0,1	1
	Alciphénols	1570	2	0,1	1
	Alciphénols	1571	2	0,1	1
	Alciphénols	1572	2	0,1	1
	Alciphénols	1573	2	0,1	1
	Alciphénols	1574	2	0,1	1
	Alciphénols	1575	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1576	2	0,1	1
	Alciphénols	1577	2	0,1	1
	Alciphénols	1578	2	0,1	1
	Alciphénols	1579	2	0,1	1
	Alciphénols	1580	2	0,1	1
	Alciphénols	1581	2	0,1	1
	Alciphénols	1582	2	0,1	1
	Alciphénols	1583	2	0,1	1
	Alciphénols	1584	2	0,1	1
	Alciphénols	1585	2	0,1	1
	Alciphénols	1586	2	0,1	1
	Alciphénols	1587	2	0,1	1
	Alciphénols	1588	2	0,1	1
	Alciphénols	1589	2	0,1	1
	Alciphénols	1590	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1591	2	0,1	1
	Alciphénols	1592	2	0,1	1
	Alciphénols	1593	2	0,1	1
	Alciphénols	1594	2	0,1	1
	Alciphénols	1595	2	0,1	1
	Alciphénols	1596	2	0,1	1
	Alciphénols	1597	2	0,1	1
	Alciphénols	1598	2	0,1	1
	Alciphénols	1599	2	0,1	1
	Alciphénols	1600	2	0,1	1
	Alciphénols	1601	2	0,1	1
	Alciphénols	1602	2	0,1	1
	Alciphénols	1603	2	0,1	1
	Alciphénols	1604	2	0,1	1
	Alciphénols	1605	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1606	2	0,1	1
	Alciphénols	1607	2	0,1	1
	Alciphénols	1608	2	0,1	1
	Alciphénols	1609	2	0,1	1
	Alciphénols	1610	2	0,1	1
	Alciphénols	1611	2	0,1	1
	Alciphénols	1612	2	0,1	1
	Alciphénols	1613	2	0,1	1
	Alciphénols	1614	2	0,1	1
	Alciphénols	1615	2	0,1	1
	Alciphénols	1616	2	0,1	1
	Alciphénols	1617	2	0,1	1
	Alciphénols	1618	2	0,1	1
	Alciphénols	1619	2	0,1	1
	Alciphénols	1620	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1621	2	0,1	1
	Alciphénols	1622	2	0,1	1
	Alciphénols	1623	2	0,1	1
	Alciphénols	1624	2	0,1	1
	Alciphénols	1625	2	0,1	1
	Alciphénols	1626	2	0,1	1
	Alciphénols	1627	2	0,1	1
	Alciphénols	1628	2	0,1	1
	Alciphénols	1629	2	0,1	1
	Alciphénols	1630	2	0,1	1
	Alciphénols	1631	2	0,1	1
	Alciphénols	1632	2	0,1	1
	Alciphénols	1633	2	0,1	1
	Alciphénols	1634	2	0,1	1
	Alciphénols	1635	2	0,1	1
Alciphénols	Alciphénols	1636	2	0,1	1
	Alciphénols	1637	2	0,1	1
	Alciphénols	1638	2	0,1	1
	Alciphénols	1639	2	0,1	1
	Alciphénols	1640	2	0,1	1
	Alciphénols	1641	2	0,1	1
	Alciphénols	1642	2	0,1	1
	Alciphénols	1643	2	0,1	1
	Alciphénols	1644	2	0,1	

